

« OCCIDENT ET MONDIALISATION »

Sommaire

Accueil par M. Alain Dejammet, Ambassadeur de France, Président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	7
 <i>« L'Occident et la globalisation »</i> par M. Pierre Brochand, Ambassadeur de France, Directeur Général de la DGSE de 2002 à 2008	9
 <i>« Occident, diagnostic »</i> par M. Régis Debray, Ecrivain, philosophe, fondateur et directeur de la revue « Médium ».....	23
 Débat final animé par Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	39

Bienvenue à tous et merci de vous être déplacés si nombreux pour participer à cette réunion.

Nous avons organisé ce colloque afin de savoir si nous sommes encore capables de penser.

Aujourd'hui sévit la fâcheuse manie de publier des palmarès. La revue américaine *Foreign Policy*¹, par exemple, publie chaque année le palmarès des cent meilleurs penseurs dans le monde (*Global thinkers*). La dernière liste égrène les noms de nombreux Américains, Chinois, Japonais, Allemands ... mais ne comporte que quatre Français dont Mme Christine Lagarde (27^{ème}) et Thomas Piketty (24^{ème})².

La Fondation Res Publica est un « réservoir de pensée » (*Think tank*), ce qui présume que, de temps en temps, on cherche à réfléchir. Il nous en a été donné l'occasion avec un colloque récent, fort intéressant, sur les États émergents³.

Pour savoir si notre pays est capable encore de penser nous avons choisi un thème aussi général qu'ambitieux : « *Occident et mondialisation* »... c'est peut-être la même chose, nous le verrons.

Nous n'entendrons que deux intervenants qui, en dépit de leur notoriété, ne courent pas les plateaux de télévision et n'envahissent pas les colonnes des journaux. La Fondation les remercie d'autant plus vivement d'avoir bien voulu venir ici. Ils auront tout le temps d'exposer le fruit de leurs réflexions sans être rappelés à l'ordre par ces petits billets qui circulent sur les tribunes pour accélérer le débit.

Je ne me donnerai pas le ridicule de présenter Régis Debray. Je préciserai simplement qu'à ses titres nombreux, écrivain, philosophe, académicien (furieux

¹ <http://www.foreignpolicy.com/2012globalthinkers>

² T. Piketty partage la 24^{ème} place avec Emmanuel Saez ; la 62^{ème} place est occupée par Mme Esther Duflot, économiste elle aussi.

³ *Les États émergents : vers un basculement du monde ?* Colloque organisé par la Fondation Res Publica le 10 décembre 2012 avec M. Loïc Hennekinne, Ambassadeur de France, ancien Secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Christophe Jaffrelot, Chercheur au CERI (Sciences Po), politologue, M. Hervé Juvin, Président d'Eurogroup Institute, M. Yves Saint-Geours, Directeur général de l'administration et de la modernisation du MAEE et ancien ambassadeur au Brésil et M. Jean-Pierre Raffarin, Ancien Premier ministre, Vice-Président du Sénat.

que les Goncourt aient dissipé leur fortune en achats de titres russes), Régis Debray ajoute celui d'être fondateur et éditeur de l'excellente revue « *Médium* » que je recommande très vigoureusement. Mais vous êtes sans doute nombreux à la connaître. On y apprend des tas de choses et, notamment, que, lorsqu'il ne portait pas un képi, le Général De Gaulle se coiffait d'un chapeau Willoughby⁴.

Régis Debray nous parlera surtout de l'Occident.

Avant cela, procédons du général au particulier, Pierre Brochand nous parlera de la mondialisation. Beaucoup d'entre nous le connaissent. Il a été diplomate et a exercé d'importantes fonctions. Je n'en dirai pas plus si ce n'est pour rappeler que certains de nos compatriotes lui sont redevables de leur liberté.

Après l'intervention de Régis Debray, le débat s'ouvrira, sous la présidence de Jean-Pierre Chevènement, entre lui-même, les deux intervenants et la salle.

Je m'en tiens là. Je passe la parole à Pierre Brochand qui a longuement et sérieusement médité sur le thème de la mondialisation.

⁴ *"Manque à l'historial Charles de Gaulle, aux Invalides, une mise en ligne et en vitrine de ses couvre-chefs successifs. Elle ne ferait pas qu'honneur à un artisanat en perdition, la chapellerie, elle permettrait une réflexion enfin sérieuse sur le devenir et les ressorts de l'autorité.*

Au départ, le shako à casoar blanc du saint-cyrien ; puis le calot minimaliste du capitaine servant la soupe dans son camp de prisonniers en Allemagne ; le képi à galons du commandant en Syrie ; la soupière en cuir ajouré du colonel de tanks, avec les attaches autour des joues (excellent en cas d'oreillons) ; le képi à deux étoiles du général de brigade ; le képi aux feuilles de chêne des grandes occasions, à Londres ; le large béret noir du croiseur au large de Dakar, type chasseur alpin, habituellement porté sur l'oreille, mais ici en plat à tarte informe et malséant ; le casque de liège colonial (emprunté aux Britanniques ?) en Afrique noire ; le chapeau Willoughby à larges bords du président du Conseil en civil..

Si l'on évacue la casquette, le canotier et le feutre mou, attributs plébéiens hors de propos, ne manquent à l'appel du galurin haut de gamme que le melon, le huit-reflets et le bicorne.

La série s'achèverait, non, culminerait avec le crâne déplumé du roi Lear en exil sur une lande irlandaise. Et c'est ce visage à pâte lourde, crevassé, un peu hagar, deux ou trois mèches blanches en bataille sur le caillou, qui nous émeut le plus. Et frappe notre imagination, n'en déplaise à Pascal, mille fois plus que les mortiers et toques de magistrats les plastrons tintinnabulants des maréchaux ou les costumes brodés des académiciens. Une réflexion sur l'ascendant moral y gagnerait beaucoup. Les autorités vont coiffées ; l'autorité va tête nue. Militaire, ecclésiastique, académique ou judiciaire, l'institution se reconnaît à l'uniforme et aux affutiaux correspondants. Le vrai prestige s'en passe et s'en porte mieux. C'est la différence entre un commandant et un leader. Entre être quelque chose et être quelqu'un. Entre le réglementaire et le hors-série. C'est en ôtant son couvre-chef qu'un chef de corps révèle s'il est ou non un chef tout court..."

« *Chef et couvre-chef* », extrait du « *Pense-Bête* » de Régis Debray (*Médium* N° 34, p.213-214).

L'Occident et la globalisation

Merci beaucoup, Monsieur l'ambassadeur.

M. Debray et moi nous sommes concertés pour nous partager le travail. Je me suis chargé avec enthousiasme d'une introduction longue et ennuyeuse tandis qu'il a choisi, avec une certaine réticence, de vous présenter un exposé brillant et enlevé, à son habitude.

Monsieur le ministre, Monsieur l'ambassadeur, chers amis, cher Régis, je suis très honoré de l'invitation que vous avez bien voulu m'adresser. Je suis également flatté de devoir donner la réplique à M. Debray, une personnalité d'une autre envergure que la mienne, comme vous allez pouvoir le vérifier.

Ma légitimité, si j'en ai une, tient à une vie professionnelle passée à parcourir les continents pendant quarante ans, d'abord en tant que diplomate puis comme responsable d'un service de renseignement. Tout au long de cet itinéraire, fait de décentrement permanent, j'ai eu pour unique passion d'essayer de comprendre l'autre et, par ricochet, moi-même. Sur cette expérience accumulée, j'ai eu la grande faiblesse de réfléchir et, plus encore, de vouloir en tirer des généralisations hasardeuses et des simplifications abusives.

C'est en m'appuyant sur ce petit capital personnel que je vais tenter de relever le vaste défi qui nous est présenté ce soir. Vaste, car parler de *l'Occident et de la globalisation* – je préfère l'anglicisme –, c'est parler de nous mais c'est aussi parler de tout (ce qui fait beaucoup, vous le reconnaîtrez) : Parler de nous parce que, que cela plaise ou non, aujourd'hui plus qu'hier, c'est d'abord en tant qu'Occidentaux que nous sommes perçus par ceux qui ne le sont pas. Parler de tout, aussi, car sans la prétention occidentale à l'universel, notre planète ne ressemblerait en rien à ce qu'elle est aujourd'hui et la globalisation, je le crois, ne serait même pas un sujet.

De cette double perspective (« nous » et « tout »), découlent trois questions classiques :

D'où venons-nous ? (En quoi la globalisation marque une apothéose pour l'Occident ?)

Où en sommes-nous ? (En quoi cette même globalisation prend-elle l'Occident à contrepied ?)

Quid de la suite ? En d'autres termes, sommes-nous armés pour affronter ce formidable effet de ciseaux ? (Je crois que poser la question c'est y répondre).

1. La globalisation, apothéose de l'Occident.

A. Qu'est-ce que l'Occident ?

- La difficulté vient de ce que le mot cache au moins trois choses : *une entité, un projet, un processus.*

- Une entité car l'Occident s'identifie à *une fraction de la population et de l'espace mondiaux*, dérisoire à l'origine, toujours minoritaire depuis. En tant qu'entité, il est légitime pour l'Occident d'avoir des intérêts.

- Mais, de ce foyer minuscule, est né un projet majuscule, se voulant, lui, désintéressé. En fait *une utopie universelle* qui, contre toute attente, a fini par imposer ses paramètres au reste du monde.

Ainsi, dès le départ, cette dualité – entité locale/projet global – suggère une première grille de lecture, partageant la planète entre un « Premier monde » (*nous*), émetteur proactif d'utopie, et un « Deuxième monde » (*les autres*), récepteur non volontaire de cette même utopie.

Utopie qui consiste en rien moins qu'à vouloir faire de l'être humain un sujet, en l'affranchissant de toutes les déterminations qui l'en empêchent : la nature, le groupe, la croyance. Un projet qui suppose d'aller toujours plus avant sur la voie de ce qu'il est convenu d'appeler *l'autodétermination* vers la construction d'un monde, de plus en plus exclusivement humain, et donc, *ipso facto*, de plus en plus détaché du réel.

Appelons cet arrachement modernisation et constatons que ce projet transforme le temps en histoire et l'histoire en processus fléché par le progrès (c'est un point qui me tient à cœur même si beaucoup le contestent).

- C'est la troisième dimension de l'Occident, peut-être la plus décisive. En effet, son projet d'émancipation n'est pas une sagesse valable pour tous les temps, mais, au contraire, une dynamique dévorante, toujours insatisfaite, de l'existant, et qui, une fois lancée, échappe à tous pour muter en un processus autoréférentiel et autopropulsé. À ce titre, la modernisation cesse d'être un

choix et elle devient à son tour une fatalité, une « *cage de fer* »⁵, a-t-on dit, que nul (pas même nous) ne peut fuir.

[Permettez-moi d'ouvrir une parenthèse sur ce point essentiel. J'avoue être personnellement gêné quand j'entends assimiler notre époque au triomphe d'une idéologie parmi d'autres, en l'occurrence le capitalisme libéral. Fausse évidence, selon moi, qui revient à sous-estimer lourdement la part d'inéluctable dans ce que nous vivons, c'est-à-dire précisément ce qui sépare une idéologie d'un processus. Je referme la parenthèse.]

Comment ce processus s'attache-t-il à nous affranchir de nos déterminations ? Tout simplement en produisant les moyens de nous en libérer. Cette production use d'un seul « carburant » : la raison humaine. Ce carburant, si l'on file la métaphore, alimente quatre moteurs couplés en cascade. Le premier est le moteur de la connaissance ; le deuxième, celui de l'application de cette connaissance à la fabrication des choses ; le troisième produit des droits et le quatrième des options ou, si l'on préfère, des opportunités. Ce système a une faiblesse et une force. Sa faiblesse est qu'à tout moment il exige un minimum de synchronisation entre ces différents moteurs sous peine de grave sortie de route. Sa force, c'est qu'il ne doute de rien et n'admet d'autre horizon que l'infini, au prétexte que son carburant (la raison) est lui-même inépuisable.

B. Cette illimitation, discriminant décisif de l'utopie occidentale, se manifeste, dans le temps par un dépassement incessant, dans l'espace par une extension unilatérale à l'échelle du monde.

Dans le temps, notre modernisation avance par bonds qualitatifs, plus ou moins corrélés avec les révolutions technologiques que génère le moteur de la connaissance. À ces bonds, correspondent des états de la société qui, au fil du temps, se superposent les uns aux autres en couches sédimentaires. Sédimentation caractérisée par deux traits essentiels. D'une part, ces couches sont en opposition dialectique les unes avec les autres puisque la modernisation progresse par négation systématique de ce qui existe. D'autre part, même dépassées, ces strates survivent et pérennisent leur antagonisme structurel, l'une

⁵ C'est Max Weber qui, à la fin de *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, évoque une « cage de fer » (« *ein stahlhartes Gehäuse* ») de la modernité, du capitalisme dans laquelle nous serions peu à peu enfermés.

des principales causes de l'état de crise permanent dans lequel nous plonge notre propre projet.

En simplifiant à outrance, on peut dire que ce qui nous arrive aujourd'hui dépend largement de la coexistence frictionnelle de trois strates. À la base, *un socle prémoderne* commun à l'humanité. Au-dessus, les deux étages édifiés par l'Occident : au premier *l'État national moderne*, au second, *l'individualisme hypermoderne*. Division tripartite qui, après celle des deux mondes, nous offre une deuxième grille de lecture que je crois pertinente pour notre objet ce soir.

En effet, selon ce schéma ultra-réducteur, le soubassement prémoderne représente, à mes yeux, ce qui nous reste de « réel », à distinguer des « réalités » de plus en plus virtuelles dont l'Occident le recouvre. Au plus bas de ce socle, siège en majesté le donné par excellence, à la fois contrainte à subir et levier pour s'en libérer : à savoir, Mère Nature. À son contact, se déploie la sous-couche des communautés naturelles (ethnies, tribus, clans, familles et autre *oumma*) soumises à l'hétéronomie absolue de la tradition et à la récurrence des guerres de tous contre tous. C'est sur cette sous-couche que se greffe, à l'occasion, celle des empires, simples juxtapositions de communautés sous la domination de l'une d'entre elles, mais juxtapositions fragiles, à la charnière de la modernité, vouées à éclater aussitôt que formalisées.

C'est de cet éclatement que naît en Occident, et nulle part ailleurs, *l'État national moderne*, réponse de la raison aux déficiences tragiques du réel. À ce premier stade, l'autodétermination reste collective. Elle s'emploie à redessiner la mosaïque irrationnelle des communautés à coups de concepts rationnels (le peuple, la souveraineté, le territoire), dont le croisement délimite ce qui fait l'essence de l'État, à savoir *le politique*, c'est-à-dire la volonté d'un peuple de ne plus subir et de prendre en main son destin grâce au levier de l'institution. Pour beaucoup de Français de ma génération, cet État, maître du politique, a représenté, et représente encore, un idéal indépassable, qui a formaté une fois pour toutes notre vision du collectif : le dedans avant le dehors, le général avant le particulier, le public avant le privé, le futur avant le présent et mieux que le passé. À ceci près malheureusement que *cet idéal indépassable s'est avéré n'être ni idéal ni indépassable*. Pas idéal, car l'État moderne brut de décoffrage n'est autre qu'un outil axiologiquement neutre, compatible avec à peu près n'importe quel régime, y compris les plus abjects. Pas indépassable, car cet outil, même s'il

ne le sait pas, n'est qu'une forme transitoire sur la voie d'un processus qui refuse de s'arrêter, de sorte que, si nos moteurs ne sont pas bien réglés, l'État est un train qui déraile facilement. Ce sont ces déviances qui, au XX^{ème} siècle, ont divisé l'Occident au plus profond de lui-même, au point même de l'amener à douter de la validité de son projet commun. De ce passé, ressort au moins une leçon, aujourd'hui aveuglante d'évidence, que, pour se poursuivre sans dégâts, le projet occidental doit inévitablement passer par le sas de l'État-nation démocratique – et non plus l'État national – seul capable de concrétiser *in vivo* l'acte d'autodétermination collective dont l'État moderne tire sa seule légitimité.

Le problème, c'est qu'à peine installé ce régime subit à son tour le travail de sappe de la modernisation, en l'occurrence l'hypermodernisation, maintenant à l'œuvre pour remplacer, en douceur, la souveraineté du peuple par celle de l'individu : C'est la deuxième phase de la modernisation dans le temps. En douceur, car rien ou presque ne disparaît. La famille, la religion, l'État, l'armée, la justice, l'école sont toujours là et même portent le même nom. Mais tout se passe comme si, derrière ces façades intactes, l'intérieur était soufflé par la bombe à neutrons de l'individualisme. En fait, tout est renversé. Ce qui était vertical, solide, fixe, *Top-down*, devient horizontal, liquide, fluide, *Bottom-up*. Tout ce qui était au-dessus de l'individu passe en-dessous et lui devient subordonné. Toutes les catégories familiales, que j'évoquais à l'instant, en sortent comme pulvérisées. Le dehors avale le dedans, le privé envahit le public, le général se réduit hélas à la somme du particulier, le futur et le passé s'évanouissent au profit d'un éternel présent. Les valeurs-devoirs enracinées, communes aux prémodernes et aux modernes, cèdent le pas aux valeurs-créances sans frontière, propices à l'épanouissement de l'individu : La liberté comme absence de coercition, l'égalité comme refus de la discrimination, la tolérance comme chasse à la stigmatisation, le sécularisme comme privatisation de la croyance, ces définitions par le négatif se voulant significatives de ce que l'autodétermination se perçoit aussi comme un combat contre les forces obscures de l'héritage. Car si la démocratie est sans conteste le plus modéré des régimes, le processus transgressif qui l'a fait naître et qui maintenant la déconstruit est, lui, d'une radicalité exemplaire. Travail de déconstruction du passé d'autant plus impressionnant qu'il s'inscrit désormais sur un arrière-plan symétrique de peur du futur dès lors que notre horizon est maintenant borné à la durée des existences individuelles et donc à la mort, seule détermination contre laquelle le progrès ne peut rien. D'où notre fuite « autruchienne » dans

l'hédonisme et ses corollaires, la consommation, le divertissement, l'endettement, tous modes de préférence exclusive pour le présent.

Voilà donc l'entre-deux déroutant où le projet occidental nous amène maintenant, entre-deux où la logique de l'individualisme hypermoderne prend très rapidement, plus rapidement que nous le pensons, la relève de celle de l'État national moderne.

Quelles conséquences sur le deuxième monde ?

- La projection dans l'espace de ce processus de dépassement reproduit les deux mêmes phases qu'il connaît dans le temps. La première, la colonisation, a, en effet, coïncidé avec l'émergence de l'État moderne en Occident. Il est donc logique que ce qu'il en reste aujourd'hui (la décolonisation) corresponde à l'exportation (forcément désynchronisée) du modèle de l'État, dans les moindres recoins de la planète. Avec deux conséquences incommensurables : la naissance, désynchronisée « vers l'avant », des États-Unis, et la création, désynchronisée « vers l'arrière », d'États falsifiés.

En effet, la nouvelle Europe américaine ne s'est pas contentée de copier l'ancienne : elle a généré un nouveau paradigme émancipateur appelé à doubler l'original. Alors que l'Europe, par la force, a dû se moderniser à partir d'un existant millénaire qui l'a obligée à user et abuser du détour de l'État, les États-Unis, nés d'une table rase (ou presque), ont pu passer directement à la phase suivante et créer d'emblée une infrastructure accueillante au déploiement de l'individu. Le poids des États-Unis aidant, cette filière, parce qu'anticipatrice, est devenue une référence pour le reste de l'Occident, passé d'un seul coup du statut d'éclaireur à celui d'arrière-garde.

La seconde conséquence de la décolonisation aura été d'homologuer comme vrais de faux États, sans aucune chance de remplir les conditions d'une évolution vertueuse (en passant, notamment, par la case nation). Si bien qu'une fois retirée, la vague coloniale, loin de remettre, comme on aurait pu l'espérer, toutes les pendules à la même heure, a laissé derrière elle une sorte de peau de léopard d'espaces désynchronisés et dysfonctionnels : États sans peuple ou dressés contre leur(s) peuple(s) ou même, tout simplement, prompts à s'effondrer. Soit autant d'opportunités pour le magma prémoderne de remonter violemment à la surface, comme l'hiver arabo-sahélien nous en donne le spectacle quotidien.

La globalisation, un « tsunami » d'hypermodernité.

C'est sur ce contexte mal préparé qu'est venue se greffer la deuxième étape de l'extension géographique de notre modernisation, laquelle n'est autre – cette fois nous y sommes – que *la globalisation*.

De la globalisation, on peut donner d'innombrables définitions, mais celle qui me paraît la plus pertinente pour ce soir est de l'assimiler, après la colonisation, à un deuxième « tsunami » de modernité, cette fois d'hypermodernité, déversée unilatéralement et en continu par le « Premier monde » sur le « Deuxième », avec toutefois – heureusement – un cocktail de moyens inverse de celui de la colonisation, c'est-à-dire à forte dominance de *Soft power* et avec recours ponctuel, mais quand même assez fréquent, au *Hard power*.

En effet, ce qui fait la différence entre la globalisation et tout ce qui a précédé, c'est bien ce *Soft power* d'une puissance inouïe, née d'une synergie quasi providentielle entre nos quatre moteurs. Le numérique, les outils de communication correspondants, l'accroissement subséquent des pouvoirs de l'individu, la multiplication des options qui, de ce fait, s'ouvrent à lui, se renforcent mutuellement, au point de créer autour de la terre une deuxième atmosphère, certes virtuelle mais pas seulement métaphorique.

En effet, cette deuxième atmosphère d'hypermodernité, dont la respiration est obligatoire pour tous, intersecte lourdement avec le réel au sol et cela de deux points de vue :

Le premier est de mettre artificiellement et instantanément en rapport tout avec tout, donc n'importe quoi avec n'importe quoi et certainement des contextes qui ne l'auraient pas dû. La prolifération incontrôlable des acteurs, le découplage de l'influence et du nombre, la disjonction entre causes et effets, le *continuum* intérieur-extérieur, la contagion fulgurante entre proche et lointain, la généralisation des bulles, l'écran comme unique prisme d'accès au réel etc., tous ces phénomènes paranormaux, générés par le décroissement de la deuxième atmosphère, suscitent dans le réel, sur le terrain, un déchaînement événementiel qui n'est pas encore le chaos mais s'en approche et qui, à tout le moins, banalise la surprise et généralise l'urgence.

La deuxième conséquence de ce court-circuit permanent entre virtuel et réel est d'exaspérer la provocation que représente le premier pour le second, au point de l'obliger à une réaction, voire à la rébellion.

2. *La globalisation ou l'Occident à contrepied.*

En effet, si la globalisation marque à n'en pas douter l'apothéose du projet occidental, elle engendre simultanément un *backlash* qui le prend à contrepied, en remettant en cause dans le temps et dans l'espace le principe d'illimitation qui est à sa racine.

A. Dans le temps, le dépassement à l'infini est contesté par le « retour » de la nature, commencement et fin de l'aventure, un peu comme si notre espèce se rapprochait de son allonge maximale.

La redécouverte de la finitude fait que notre deuxième moteur de la fabrication des choses, le seul qui ne puisse se contenter de la raison comme carburant, va se heurter à un mur, que le premier moteur de la connaissance fait tout pour repousser mais qu'il ne parvient pas à abattre. Là aussi avec deux conséquences.

La première veut que, même si l'épuisement des ressources non renouvelables n'est pas pour demain ni même pour après-demain, il est suffisamment proche pour entrer désormais dans les calculs et substituer imperceptiblement la logique conflictuelle d'un jeu à somme nulle à celle « gagnant-gagnant », jugée jusqu'ici indissociable de la globalisation des échanges (comme si Malthus finissait par l'emporter doucement sur Smith et Ricardo).

La deuxième conséquence, encore plus explosive, exclut absolument que notre planète puisse un jour permettre au « Deuxième monde » de hausser son niveau de vie à la hauteur de celui qui est aujourd'hui le nôtre, l'analogie étant cette fois celle d'une pyramide de Ponzi, où les nouveaux entrants ne seront jamais remboursés et où les anciens seront obligés de laisser des plumes. Pour toutes ces raisons, auxquelles il faut ajouter les avertissements du thermomètre, notre deuxième moteur va devoir ralentir ou trouver de nouveaux carburants qui n'existent pas encore, le coût, dans les deux cas, restant à répartir douloureusement entre ceux qui veulent monter et ceux qui refusent de descendre.

Relevons aussi, car c'est l'actualité avec le mariage homosexuel, que le rappel à l'ordre de la nature s'adresse pareillement, encore qu'en sourdine, au troisième moteur de la production des droits. Car si l'autodétermination entend dépasser le stade de l'individu – la plus petite unité politique insécable – elle ne peut que pénétrer les corps et devenir biologique et génétique, c'est-à-dire plonger dans

les confins obscurs de l'anthropologie, ce dernier carré où la nature résiste pied à pied aux assauts de la culture.

Notons enfin, pour être complet, que même le moteur de la connaissance, présumé le moins accessible au doute, ne ressort pas indemne, comme en témoignent la constitutionnalisation du principe de précaution et les incertitudes lancinantes qui se multiplient sur de nombreux sujets (le nucléaire, le gaz de schiste, les OGM, l'industrie pharmaceutique, le changement climatique etc.). Ainsi, il est clair que plus la globalisation virtuelle s'escrime à nous éloigner du donné naturel, plus, en fait, elle nous rapproche asymptotiquement de ce qu'il a d'intangible. Paradoxe d'autant plus saisissant *qu'une contestation symétrique affecte l'illimitation dans l'espace de notre projet*. En effet, au moment même où le « Deuxième monde » est forcé d'inhaler à pleins poumons l'air d'hyper-modernité que nous lui insufflons à longueur de journée, pour la première fois depuis que l'Occident s'est introduit chez lui, ce « Deuxième monde » accède aux moyens, non pas d'interdire notre intrusion mais d'y répliquer sur notre propre terrain.

B. Le « Deuxième monde » en réaction contre le « Premier monde ».

Ces boomerangs, stratégiquement défensifs, tactiquement offensifs, que le « réel » nous renvoie au visage peuvent se ramener à quatre « idéotypes », les quatre « R » : le rebond, la rente, le refus, le rejet auxquels on pourrait ajouter un cinquième, le ressentiment postcolonial qui leur sert de chapeau.

Le rebond, c'est naturellement le rebond économique des États émergents, Chine au premier rang, animés du désir inachevable de nous rattraper, sans nous imiter tout en nous imitant, quitte à nous faire chuter par application brutale de la loi du moins-disant.

La rente, c'est le prélèvement légal ou illégal sur les flux dont nous dépendons absolument, à commencer par l'énergie (mais aussi la drogue). La Russie et le Qatar d'un côté, les mafias de l'autre, en offrent d'excellents exemples.

Ces rétroactions du rebond et de la rente ont en commun d'adhérer sélectivement à la globalisation, de manière « semi-coopérative », avec pour seul objectif d'y modifier les rapports de richesse – donc de force – en leur faveur. C'est pourquoi ils se contentent de s'en prendre à notre portefeuille.

Tel n'est pas le cas du refus et du rejet qui, eux, touchent directement ou indirectement à notre sécurité, interne ou externe, en proclamant, au nom de la survie, une forme d'incompatibilité « non coopérative » avec la globalisation telle que nous la pratiquons.

Le refus est incarné par l'islam qui, en l'occurrence, est beaucoup plus que l'islam puisque, faute de concurrents, il se présente en unique porte-drapeau et porte-parole de la tradition prémoderne, voire des grands idéaux défunts de l'anti-impérialisme et de l'anticolonialisme. Seule contre-force disponible dont l'universalisme et le dynamisme sont, *mutatis mutandis*, comparables à ceux de la globalisation, l'islam figure ainsi le seul altermondialisme digne de ce nom, offrant même à ceux qui sont intéressés une gradation dans la dissidence (djihadisme violent, salafisme quiétiste, islamisme politique, islamisation des mœurs). Dans le sillage de l'islam, se faufilent en petit nombre des États récalcitrants, musulmans mais aussi postmarxistes, qui s'estiment eux aussi – et sans doute à juste titre – menacés dans leur existence par le « tsunami » de l'hyper-modernité.

Le rejet, quant à lui, découle de l'incapacité des États les plus falsifiés à persévérer dans leur être. Comme un organisme qui rejetterait une greffe, ils répondent à la globalisation par l'effondrement et creusent ces trous noirs, trop familiers, où le refus violent et le prélèvement criminel viennent volontiers trouver sanctuaire.

Refus et rejet ont pour point commun d'exceller dans le maniement des armes asymétriques du faible au fort (terrorisme, guérilla, armes de destruction massive), sans oublier – ce n'est pas une coïncidence – les atouts incompressibles que leur offre Mère-nature (la nuit, les déserts, les montagnes, les jungles, les grottes).

Il va de soi que, dans le réel, ces quatre « idéotypes » se combinent pour créer des « hybrides » d'autant plus inclassables qu'ils s'incarnent aussi bien dans des États, des ONG que des réseaux ou des individus. Mais il est tout aussi évident que, même si elles peuvent présenter certaines formes de synergie, même si leurs origines se concentrent sur un immense arc de crise qui va de Dakar à Pyongyang, ces rétroactions disparates ne sont que très faiblement coordonnées, de sorte qu'au total, la globalisation et les ondes de choc qu'elle suscite en retour injectent encore davantage de complexité, d'antagonisme, donc de crises, là où il y en avait déjà beaucoup.

En particulier, l'effet de ciseaux, signalé dès le début ne cesse de prendre de l'amplitude entre, d'une part, la propagation endémique par moyens virtuels – que rien n'arrêtera, soyez-en sûrs – du virus de l'individualisme hypermoderne et, d'autre part, la réduction concomitante des moyens dont l'Occident dispose pour assurer le « service après-vente » de ces bouleversements, dans le « réel », alors que la posture réactive et dispersée du « Deuxième monde » n'offre, à ce

stade, aucune perspective de relais pour la prise en charge de ces nouvelles externalités.

3. Sommes-nous armés pour affronter ce formidable effet de ciseaux ?

La loi du genre voudrait que ce type d'exposé se termine par une ouverture optimiste sur l'avenir. Je crains que ça ne soit pas le cas, car en cette époque charnière, tout se passe comme si nous options pour un comportement quasi suicidaire. En effet, le projet occidental nous a fait entrer et nous maintient dans une seringue où, au fur et à mesure que les problèmes s'amplifient et se complexifient, nous nous privons délibérément des leviers pour les surmonter.

Les problèmes s'amplifient parce que – il me semble l'avoir montré – nous n'allons plus pouvoir éviter de soulever le capot de nos moteurs pour procéder à la révision générale qu'appelle la redécouverte de la finitude.

Les leviers disparaissent parce que, au moment où s'impose ce changement de paradigme, nous renonçons *de facto* aux moyens de l'opérer.

« Une politique de la fin du politique »

En effet, un changement de paradigme est un projet collectif majeur, non pas un mouvement d'opinion passager : aucun projet de cette nature n'est envisageable sans le levier du politique. Or, en perdant l'État national au train où nous le perdons, nous perdons aussi ce levier institutionnel, irremplaçable, comme si nous jetions le bébé avec l'eau du bain. Pour l'instant, je l'ai dit, nous sommes encore dans cet entre-deux, où un gisement résiduel d'État nous masque son épuisement rapide. Mais ce qui est peu compréhensible, c'est que, non contents de subir ce processus inéluctable, nous l'aggravions et nous l'accélérons en menant à l'intérieur comme à l'extérieur « une politique de la fin du politique » qui, au lieu d'essayer de maîtriser le mouvement, l'encourage et l'amplifie.

Cet auto-désarmement porte deux noms : *gouvernance* à l'intérieur et *globalisme* à l'extérieur.

A. La gouvernance est ce nouvel art de gouverner sans gouvernement que l'hyper-modernité privilégie, à ceci près que les États-Unis ont été conçus pour y faire face, mais pas nous. En effet, dès lors que la figure collective de l'individu

n'est plus la communauté, ni l'État, mais la société civile, c'est-à-dire quelque chose qui ne lui soit ni antérieur, ni extérieur, ni supérieur, mais qui soit censé refléter à tout instant la somme de ses préférences, dès ce moment-là, l'inévitable opacité du politique (le secret d'État, la raison d'État, le mensonge d'État, la *Realpolitik* ...) doit céder la place à la transparence du réflexif et aux réseaux du marché et de la communication qui sont supposés la restituer. Dès lors, bien évidemment, il n'y a plus de cap ni de boussole, ni de gouvernail, ni même de capitaine à bord du bateau. Certes, les « politiques » sont toujours là, mais, comme tout le reste, ils sont passés « au-dessous » et sommés de se mettre à l'écoute de la société, donc du marché et de la communication, et de veiller à leur régulation sans outrepasser en quoi que ce soit les règles du droit procédural. Chose curieuse, ces « politiques » sont malgré tout disposés à endosser des responsabilités qu'ils exercent de moins en moins et à assumer stoïquement le rôle de bouc-émissaire à la place d'autrui. Car des « capitaines », il y en a, mais d'une autre nature. Ce sont ceux qui, restés à l'abri du port, aiguillent, en toute tranquillité, les miroirs du marché et de la communication, donc les flux qui forment l'opinion. Hommes de médias, sondeurs, publicitaires, juges, lobbyistes, spéculateurs, experts de tout poil, ont en commun, outre leur statut d'irresponsables, d'appartenir au clan « accélérationniste » et de pousser dans le sens du vent, c'est-à-dire d'emballer les deux moteurs virtuels des droits et des options, sans craindre d'affaiblir *le* politique, qu'ils tiennent pour le plus dangereux des anachronismes.

La cerise sur le gâteau, c'est l'Europe, dont l'élite française a longtemps espéré qu'elle offrirait une sortie par le haut en bâtissant une nouvelle entité souveraine dont la taille garantirait la crédibilité et la pérennité. C'est l'inverse qui s'est produit, Bruxelles se transformant rapidement en une énorme machine antipolitique de destruction de l'identité, auxiliaire zélée de la globalisation hypermoderne, sorte de super-agence de promotion et de diffusion sans frontières des droits et valeurs individuels, récusant par principe toute prétention à la puissance. Si bien que ce qu'on appelle toujours, par antiphrase, la « construction européenne », est venue accentuer la déconstruction de l'héritage collectif, déjà en cours à l'étage des pays membres.

B. Quant au globalisme, il est la transposition par l'Occident de la gouvernance à l'échelle planétaire, c'est-à-dire une politique qui, là aussi, tend à créer les conditions de sa disparition, puisqu'elle se fixe pour objet d'accélérer la

globalisation, en levant les obstacles à la circulation des flux quels qu'ils soient, et en se privant par là des moyens élémentaires de les réguler. L'OMC, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale et même sous certaines conditions les Nations-Unies poursuivent, à des degrés divers, cet agenda promu par toutes les démocraties du « Premier monde », qui revient en dernière analyse à accentuer autant que faire se peut le *soft power* corrosif diffusé par la « deuxième atmosphère ».

Soyons justes, néanmoins. À ce niveau mondial, les États occidentaux, désormais unis entre eux (ce qui est pratiquement sans précédent), ont mis sur pied un « bricolage » qui, paradoxalement mais logiquement, nous offre plus de marge de manœuvre à l'extérieur qu'à l'intérieur de nos frontières. Marge de manœuvre qui, à défaut de pouvoir régler le débit du fleuve, nous permet au moins d'en contenir les débordements, ne serait-ce que sécuritaires. Rendu possible par la rétro-métamorphose des États-Unis en État régalien puissant et par les réminiscences ultramarines du couple franco-britannique, ce bricolage ne laisse pas d'impressionner. Fondé sur un réseau exclusif, constamment perfectionné, de bases, de moyens de surveillance et de frappes à distance, il assure, par une sorte de télégestion, un contrôle, jusqu'ici incontesté, sur les « zones bleues » (espace aérien et océans) où circulent les flux globalisés. En outre, un *mix* assez subtil de carotte et de bâton, de récompenses et de sanctions, sans cesse plus sophistiqué, vise à entraîner sur le bon chemin ceux qui y rechignent encore. Enfin, hélas, il faut parfois « sauter en parachute » dans le « réel », dans ce que l'OTAN appelle « le hors-zone », quand ce réel devient trop choquant, menaçant ou décalé. Mais ce retour au *hard power*, parce que parfaitement désynchronisé, se révèle très moyennement efficace, surtout quand le constructivisme devient fou et va jusqu'à vouloir pratiquer le *nation building*, réminiscence (trop) directe de l'entreprise coloniale dont l'Afghanistan affiche le somptueux échec.

Ce sont cette diversité et ces limites qui justifient l'appellation un peu dépréciative de « bricolage ». Non parce que le dispositif manque de moyens, mais parce que sa mise en œuvre est inévitablement soumise à la volatilité des démocraties hypermodernes qui le gèrent. Ancrés exclusivement dans un présent sans recul, nos régimes sont devenus allergiques aux stratégies conduites dans la durée et se voient dès lors condamnés à apporter dans l'urgence des réponses *ad hoc* à des surprises récurrentes, sans pouvoir anticiper le coup

d'après (toute référence à des événements d'actualité étant évidemment exclue...).

Dans ces conditions, nos démocraties d'opinion font ce qu'elles peuvent, et ce n'est pas négligeable, mais alors qu'elles sont censées incarner l'optimum de la raison, elles le bafouent trop souvent, d'une part en cédant à l'émotion immédiate que génère la réflexivité, d'autre part en pratiquant un exaspérant « deux poids deux mesures », tiraillés que nous sommes entre les injonctions de l'entité et du projet, de l'intérêt et de l'altruisme, de la sécurité et de la compassion, sans oublier l'inévitable ajustement des moyens aux fins. Bien que critiquable et justement critiqué, ce bricolage a le mérite d'exister et d'être le seul à vouloir prendre en charge, tant bien que mal, les externalités positives et négatives de la globalisation. Mais pour combien de temps ? Alors même que les rétroactions du « Deuxième monde » sont à l'œuvre pour le contrer et ce, hélas, sans capacité ni même volonté constructives.

Un projet, deux mondes, trois strates, quatre moteurs, des rétroactions, une deuxième atmosphère : même ultra-simpliste, ce modèle nous donne, à défaut d'autre chose, une idée de la complexité extravagante dans laquelle nous nous enfonçons, sous l'effet ravageur d'une globalisation qui synchronise artificiellement les innombrables décalages dont est fait le réel, avec la crise comme mode de régulation spontanée de ce grand écart permanent.

Face à ces bouleversements dont il est l'origine, seul l'Occident, s'il est fidèle à sa vocation universelle, a la capacité de frayer la voie d'une maîtrise renouvelée, en commençant par donner l'exemple d'une remise à plat de son propre modèle.

Mais cela ne suffira pas si les tenants des rétroactions du rebond et du refus n'y mettent pas du leur, si, par exemple, la Chine et l'Inde ne sortent pas de leur équivoque « semi-coopérative » pour contribuer à la prise en charge de ces fameuses externalités, et si, de son côté, l'Islam ne s'engage pas plus résolument qu'il ne l'a fait jusqu'ici sur un chemin moins « non coopératif » qui le rendrait progressivement compatible avec une hyper-modernité, elle-même devenue plus raisonnable et patiente à son égard.

C'est dire combien il reste à faire.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur, pour cet exposé remarquable et synthétique à la fois.

Je donne la parole à Régis Debray.

REGIS DEBRAY

Occident, diagnostic

Veillez tout d'abord m'excuser de ce que je vais vous faire descendre des hauteurs philosophiques où nous a amenés Pierre Brochand vers des considérations plus triviales, plus vernaculaires, plus immédiates.

Même si je ne partage pas tout à fait son appréciation relativement pessimiste, même si la « fiche clinique » que je peux esquisser de l'Occident est moins sombre que celle qu'il vient de dresser à bon escient, je dois avouer que je m'intéresse moins à « la globalisation » qu'à « l'Occident dans la globalisation » et d'abord à la renaissance du mot « Occident » qui exprime à la fois une idéologie (je n'en connais pas de moins innocente et de plus obnubilante) et une volonté d'influence.

Comme j'aime bien « soulever le capot », je vais essayer de voir ce que cache ce mot.

D'abord un étonnement en constatant le retour sur le devant de la scène officielle d'un mot, « Occident », qui, au XX^{ème} siècle en tout cas, sentait le soufre. C'est en effet une notion propre à la culture ultraconservatrice magnifiée de façon remarquable par Oswald Spengler dans son livre mal famé, « *Le déclin de l'Occident* »⁶, lecture obligatoire pour nous tous car je n'en connais pas de plus pertinent. Quoi qu'il en soit, on sait quelles étaient les orientations de Spengler, on sait que, vers 1935, lorsque Mussolini a voulu « civiliser »

⁶ *Der Untergang des Abendlandes*, de Oswald Spengler, publié en 1918 (pour la première partie) et 1922 (pour la seconde), traduit en français par le philosophe Mohand Tazerout en 1948.

Le déclin de l'Occident, Esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle (2 tomes 1918-1922), Gallimard, 1948 réédité en 2000.

l'Éthiopie, Henri Massis a lancé un « *Manifeste pour la défense de l'Occident* »⁷ ; on sait que « *Défense de l'Occident* »⁸ était la revue de Maurice Bardèche (beau-frère de Brasillach). Et ceux de ma génération se souviennent que croix celtique et Occident constituaient un sigle... agité et répressif.

On peut être frappé – mais c'est un signe des temps – du retour de ce mot, avec un demi-tour gauche, dans le vocabulaire d'aujourd'hui.

Le mot « Occident » ne figure pas dans le traité de l'Atlantique Nord de 1949 où on parle de « solidarité atlantique ». Relisant les trois volumes de Peyrefitte sur De Gaulle⁹, je trouve très rarement le mot « Occident » dans la bouche du Général. Et quand j'ouvre la « *Grammaire des civilisations* » de Braudel¹⁰, je ne vois pas le mot « Occident » en tête de chapitre.

C'est après l'effondrement de l'URSS que l'on est passé *de la solidarité atlantique à la solidarité occidentale*.

Ce retour a évidemment des avantages pratiques. On ne peut nier que la notion d'Occident est d'abord morale. On a toujours avantage à substituer un discours des valeurs à une simple opposition d'intérêts. Nous devons défendre une équation spirituelle : l'Occident = la Bible + la philosophie grecque (définition que nous devons à Levinas). Mieux vaut défendre cette équation que la vie de nos ressortissants, les puits de pétrole ou les mines d'uranium.

La notion d'Occident a de la patine, elle a fait de l'usage. Depuis la cassure en deux de l'Empire romain (partage de Théodose, en 395), elle cumule les vertus d'un classicisme un peu scolaire et le prestige d'un certain romantisme épique, genre Roland à Roncevaux.

C'est surtout une notion qui a de la prestance et du volume. « Méga-identité », elle remplace des mots désaffectés, comme celui de « France » qui fait un peu étriqué. 1 % de la population mondiale, 3 % du PIB mondial, c'est bon pour une

⁷ Le *Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe* rédigé par Henri Massis et destiné à soutenir l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie, fut publié dans le quotidien *Le Temps* du 4 octobre 1935, accompagné des signatures de soixante-quatre intellectuels, notamment des membres de l'Action française ou des partisans du fascisme. Plusieurs centaines de signatures en firent l'une des pétitions les plus mobilisatrices de l'entre-deux guerres, fédérant une sorte de « néo-pacifisme de droite ».

⁸ *Défense de l'Occident*, revue d'extrême-droite fondée par Maurice Bardèche en 1952. Elle paraîtra jusqu'en 1982.

⁹ *C'était de Gaulle*, d'Alain Peyrefitte, recueil de propos du général De Gaulle paru en trois tomes de manière posthume, le premier en 1994 et le dernier en 2000.

¹⁰ *Le monde actuel*, Fernand Braudel en collaboration avec Suzanne Baille et Robert Philippe, Belin, 1963. Réédité en 1987 sous le titre *Grammaire des civilisations*.

stratégie de niche, façon années soixante, gaullienne, sanctuarisante et nucléaire. À l'échelon stratégique au-dessus, le sujet « Europe » ne fait pas très sérieux. Chacun sait que l'Europe de la défense est un fantôme décoratif mais inconsistant. L'Europe serait un peu, comme le disait Pierre Brochand, la stratégie de l'absence de stratégie de la politique.

Venant opportunément remplacer des sujets évanescents, la notion d'« Occident » est donc un terme utile.

Ce qui m'a amené à m'intéresser à cette notion d'Occident, c'est la vague pessimiste que j'ai vu déferler à la Une des revues : « *Le monde occidental est-il en danger ?* » (Revue internationale et stratégique¹¹), « *L'occident est-il fini ?* » (Courrier international¹²), « *Le déclin de l'Occident* » (Éléments¹³), « *L'Occident en débat* » (Questions internationales¹⁴). Vague à l'âme, neurasthénie, crise de confiance, qui m'ont donné envie d'aller y voir de plus près.

Troisième étonnement. Il se trouve que j'ai un échange épistolaire régulier avec un ami chinois, Zhao Tingyang, philosophe très connu dans son pays, et que le thème du déclin de l'Occident revient très souvent sous sa plume. Et à chacun de mes voyages en Chine, discutant avec des politiques ou d'autres, je suis surpris de les entendre évoquer le crépuscule du monde occidental comme si le basculement du monde allait de soi.

L'idée m'est donc venue de faire une petite mise au point sur ce sujet, sur le thème « Ne croyez pas que c'est arrivé. N'allez pas vendre la peau du tigre avant qu'il ne se soit suicidé ! »

De là un exercice un peu arithmétique qui m'a fait lister, un peu à la façon chinoise, les atouts et les handicaps de l'Occident.

¹¹ Dossier : « *Le monde occidental est-il en danger ?* », sous la direction de Pascal Boniface dans La Revue internationale et stratégique N°75, automne 2009

¹² « *L'Occident est-il fini ?* », Courrier international (2011)

¹³ « *Le déclin de l'Occident* », Éléments N° 139, avril-juin 2011

¹⁴ « *L'Occident en débat* », dans Questions internationales (La Documentation Française), 14 janvier 2010

Les atouts.

Atout N° 1 : Le seul bloc politico-militaire existant sur la planète.

Atout N° 2 : Le monopole des valeurs universelles.

Atout N° 3 : L'école des cadres de l'humanité (émergente y compris).

Atout N° 4 : Le formatage des sensibilités humaines, via le *soft power* évoqué par Pierre Brochand.

Atout N° 5 : L'innovation scientifique et technique.

Les handicaps :

Handicap N°1 : Surextension impériale ou *hubris* du global.

Handicap N°2 : Un aveuglant complexe de supériorité (un bandeau sur les yeux).

Handicap N°3 : Le refus du sacrifice, tant personnel que collectif.

Handicap N°4 : La prison du temps court, déjà évoquée par Pierre Brochand.

Handicap N°5 : Aujourd'hui, la dissémination du perturbateur.

Les atouts.

Le seul bloc politico-militaire existant.

Invention largement mythique, comme tout ce qui est solide et dynamique (mais les mythes sont des fusées et non des billevesées), l'« Occident » a une réalité qu'on appelait naguère le « monde libre », réalité antinomique et dichotomique puisque l'Occident s'oppose à l'Orient comme la civilisation s'oppose à la barbarie ou la lumière à la nuit.

Mais enfin, l'Occident, quel numéro de téléphone ? (pour reprendre une question célèbre¹⁵). C'est le numéro de M. Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN qui, s'il est aimable et fonctionnel, passera aussitôt la communication à quelqu'un de plus haut placé que lui. Si, pour donner une géographie concrète à ce concept géopolitique, on repère la zone euro-atlantique en tant qu'aire chrétienne principalement, on voit que son expression concrète n'est ni l'OSCE, qui inclut la Russie, ni l'OCDE, qui se limite aux choses économiques, mais un système politico-militaire en expansion, l'OTAN, avec des contreforts dans la zone Asie-Pacifique (Japon, Taïwan, Corée du Sud) ainsi que dans le Pacifique

¹⁵ « *L'Europe, quel numéro de téléphone ?* » aurait demandé en 1970 Henry Kissinger, Secrétaire d'État américain.

(Australie et Nouvelle-Zélande). L'OTAN, c'est vingt-huit pays, 910 millions d'habitants.

Sur les vingt-sept États de l'Union européenne, vingt-et-un sont intégrés à l'OTAN et fort contents de l'être.

La comparaison avec les autres parties du monde est intéressante.

L'Asie est multipolaire. Aucun Asiatique ne se définit comme tel. L'Asie ne passe pour un ensemble que vue de loin, et ne se vit pas en communauté de destin. L'Inde ne saurait d'évidence reconnaître la Chine comme *leader* ou porte-parole ; encore moins le Japon, pour ne pas parler du Vietnam. L'Asie du Sud-Est (l'ASEAN), prise en tenaille entre les deux géants, récuse à la fois la tutelle de l'Inde et celle de la Chine.

L'Occident, lui, est unipolaire. Aucun de ses membres ne conteste le *leadership* américain. Certes il y a quelques incartades mais depuis que la France gaullienne est rentrée dans le rang, jusqu'à se laisser entraîner dans des guerres perdues d'avance (et qui ne sont pas les siennes), l'Occident est le seul bloc multinational capable d'actions de force rapides et coordonnées. L'Organisation de la Conférence islamique, étoile montante du monde musulman n'a pas pu empêcher la guerre de l'Irak et de l'Iran. L'Union africaine (UA) est une foire d'empoigne, l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) déclame, le Maghreb est cloisonné. Bref, seule l'OTAN peut parler d'une seule voix, avec une ligne de commandement incontestée et un consensus doctrinal.

Il est significatif qu'aucun membre d'une alliance stipulée comme défensive n'ait fait jouer la clause de conscience en 1989. Hourrah, on a gagné, on prend un verre et au revoir. Ce qu'on peut prendre pour une sorte de paradoxe n'est pas une incohérence stratégique mais un signe extraordinaire de cohésion. On a senti le besoin de rester ensemble autour d'une idéologie unificatrice, celle des Droits de l'homme et du citoyen, revus et corrigés par l'hyperindividualisme en *human rights*, laissant tomber le citoyen au profit de l'hyperindividu évoqué par Pierre Brochand.

Cette cohésion est tout de même un peu singulière, c'est pourquoi on peut parler d'un seul bloc politico-militaire et culturel. Les « valeurs asiatiques » – primauté du groupe sur l'individu, discipline, hiérarchie, harmonie, frugalité –, un moment brandies par des récalcitrants (Malaisie et Singapour), n'ont pas tenu le choc d'une crise économique. Parce qu'elles sont ancrées dans une révélation et non dans une sagesse (Mahomet plus contraignant que Confucius), les valeurs islamiques, mouvement de désobéissance civile plus coriace, ne semblent pas promises, après l'épreuve du pouvoir et sur le long terme, à un

meilleur destin. L'imposition de la charia est contestée de l'intérieur même du monde musulman (par la jeunesse éduquée et par une partie non négligeable des couches moyennes urbaines), alors que le ciment droits-de-l'homme, à l'Ouest, ne montre aucune ligne de fracture.

C'est le premier point : un bloc et le seul.

Le monopole de l'universel.

Les États n'ont pas de sentiments mais des intérêts. Tous les États poursuivent au-dehors leurs intérêts vitaux. Ainsi la Chine, qui, dépourvue des matières premières nécessaires à son développement (un peu comme le Japon avant la guerre), veille à ses sources d'approvisionnement et à ses lignes de ravitaillement d'un hémisphère à l'autre. Sans tact excessif. Appelons cela l'égoïsme sacré. Chacun connaît. Mais seul l'Occident a la faculté de présenter et de se représenter ses intérêts particuliers comme l'expression des intérêts de l'humanité en général (liberté, émancipation, progrès). Symbole géographique de cette coïncidence : la domiciliation de l'ONU à New York. C'est au cœur de l'unique superpuissance que réside l'organe attitré de « la conscience universelle ». Il est tout de même extraordinaire de voir que les dix pays qui ont voté au Conseil de sécurité la résolution 1973 (établissant une zone d'exclusion aérienne pour protéger les populations libyennes au sol) représentent 10 % de la population mondiale, tout comme les dix membres de l'ASEAN¹⁶. Mais ceux-là ne se désigneraient jamais, sauf pour faire rire, comme « la communauté internationale », comme nous le faisons nous-mêmes, selon une conviction mi-paternaliste, mi-évolutionniste. En quelque sorte, cela fait du gendarme du monde le juge en dernière instance du monde puisqu'il est en situation soit d'instrumentaliser le Conseil de sécurité, soit de le contourner.

Il y a là quelque chose de singulier qui s'exprime par une capacité de projection de forces aussi globale que l'est le projet politique. Sept cents milliards de dollars par an : le budget de la défense américaine, pour l'un des territoires les mieux protégés par la nature, égale celui de tous les autres pays réunis. Seule l'OTAN possède des bases sur les cinq continents (huit cents

¹⁶ L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN) est une organisation politique, économique et culturelle, fondée en 1967 à Bangkok, regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est : Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie et Cambodge.

installations militaires américaines à l'étranger), des avions gros porteurs et des porte-avions à catapultes.

À l'origine de cela, sans doute la notion de personne, irréductible à l'ethnie, l'individualisme plus l'universalisme, qui puise dans un fait de civilisation indérogeable : le logiciel chrétien, hérité de la première en date des religions universelles. « Allez enseigner à toutes les nations » (*omnes gentes*) disait Saint Paul. Il est vrai que la réforme protestante a propagé bien mieux que l'Eglise romaine le prosélytisme et le millénarisme des origines.

Sans doute le Dieu unique et infailible a-t-il un autre confident à vocation ultramarine et passe-muraille : l'Islamiste. Dans la compulsion à la croisade, c'est un concurrent à prendre au sérieux, mais sous tous les aspects retardataire. En dehors de coups de main retentissants mais nullement décisifs et malgré leur formidable écho médiatique, le djihad global n'a pas les moyens matériels, militaires, scientifiques et politiques de sa fin spirituelle. Outre qu'il tue neuf musulmans pour un Occidental, il ne hante que des sectes ultramarginales, et aucune capitale du monde musulman, aucun *think tank* officiel, n'en fait doctrine ou programme.

La formation des élites internationales.

L'Occident assure la formation des élites internationales dans ses universités et ses *business schools*, ses institutions financières (FMI ou Banque mondiale), ses écoles militaires, ses organisations commerciales, ses fondations philanthropiques et ses grandes firmes. Aucun empire n'a jamais gouverné par la force seule. Il a besoin de relais dans les sphères dirigeantes indigènes, et cette pépinière centrifuge produit une classe mondiale de *managers* qui incorpore sa langue, ses références et ses répugnances, ses modèles d'organisation (le droit anglo-saxon et la bonne gouvernance) et sa norme économique (le consensus de Washington). C'est ce creuset de cadres supérieurs d'une classe moyenne elle-même mondialisée qui transforme une domination en hégémonie, une dépendance en appartenance. Je suis très frappé, par exemple, de voir que les « princes rouges » chinois envoient leurs enfants aux États-Unis d'où ils reviennent fort bien équipés pour la course à l'enrichissement. Je vois d'ailleurs que nos propres enfants, en France et en Europe, trouvent plus que naturel, indispensable, d'aller se qualifier dans des lieux d'excellence, ce qui, en 1950 ou 1960 était seulement le fait de quelques privilégiés.

Pas de périphérie, de minorité ou de religion qui n'ait aux USA, pompe aspirante et refoulante, des représentants plus ou moins bien implantés, ayant leurs entrées au Congrès et dans l'administration, et dont les meilleurs éléments pourront le cas échéant regagner leur pays d'origine, pour en faire leur résidence secondaire. Ce sont les afgho-ricains, albano-ricains, mexico-ricains, afro-ricains (le gallo-ricain façon Jean Monnet ne fut qu'un prototype). Cette DRH planétaire récompense une généreuse faculté d'adoption des allogènes, une ouverture d'éventail identitaire extraordinaire, peut-être comparable à la conquérante Rome antique¹⁷. Si la Chine, l'Inde, l'Égypte et même des petits États comme Israël ou l'Arménie bénéficient d'une diaspora diligente en relais d'influence (ne parlons pas des Chinois d'outre-mer), l'Amérique qui, n'étant pas une terre d'émigration, n'a pas de diaspora propre, fait mieux : avec quarante-deux millions d'immigrés elle a toutes les diasporas chez elle (hispaniques, asiatiques et africaines). Les grands concurrents sont mono-tribaux ou unidiasporiques. Seuls les pays occidentaux, Amérique du Nord au premier chef, disposent d'une multiplicité de passerelles vers les lointains qui leur donnent, sinon une intelligence des situations, une capacité d'intervention assez remarquable.

Le formatage des sensibilités humaines, y compris des intelligences européennes.

En effet, ces dix dernières années, on a trouvé normal de discuter gravement Fukuyama et Huntington alors que nous avons tout ce qu'il faut en France, dans notre bagage intellectuel propre (Kojève, Fernand Braudel), pour évoquer les mêmes thèmes de façon beaucoup plus sérieuse. C'est ce qu'on appelle le *soft power*, dont Pierre Brochand a parlé.

Mais il y a du dur derrière le mou, il ne faut pas se le cacher.

Le fait que le dollar soit la monnaie de référence depuis 1945 permet aux États-Unis de s'endetter sans trop pâtir. C'est un consentement naturel, qui doit certes beaucoup à la puissance militaire. Pour que les exportateurs de pétrole du Golfe n'aient pas l'idée saugrenue de facturer le baril en euros et non en dollars, il faut pouvoir leur assurer en échange la sécurité contre les voisins perses ou autres. Mais le consensus ne serait pas aussi naturel sans l'appoint du *soft power*.

¹⁷ La constitution antoninienne (« édit de Caracalla ») accorda en 212 le droit de cité romaine à tous les habitants libres de l'Empire, étape dans le passage de la cité conquérante à la fédération unificatrice.

Les dix premières agences de publicité dans le monde, par le chiffre d'affaires, sont occidentales. Et, avec dix films, Hollywood assure 50 % du box-office chinois. Dans le rapport amour-haine, répulsion-séduction, qu'exerce l'Occident sur ses périphéries, fussent-elles beaucoup plus peuplées et porteuses de cultures anciennes et raffinées, la propagation par l'image-son d'un style et d'un niveau de vie incomparables vaut toutes les propagandes, et s'en passe d'ailleurs fort bien. Les États-Unis n'ont pas besoin d'instituts culturels à l'étranger, type Cervantès ou Confucius, pour « imprimer », séduire et captiver. Et, comme M. le recteur Cerquiglini me le rappelait en rentrant du Vietnam, on peut dire que Coca-Cola a gagné la guerre que les GI ont perdue. Il y a là une capacité très remarquable qui fait que, si les dissidents du communisme furent les enfants du *rock and roll*, ceux de l'Islamisme seront très probablement les rejetons de Disney et de Madonna. Il faut donc prendre au sérieux l'*entertainment*.

Autre point fort, la capacité qu'a l'Occident d'intégrer la négativité critique en son sein, de pouvoir recycler et phagocyter les cellules qu'on aurait dit cancéreuses ou dissolvantes, les cellules rouges, les cellules safran, toutes sortes de cellules étranges qui vont du dalaï-lama au marxiste-léniniste classique et qui en font une sorte d'empire enzymatique qui se fortifie de tout ce qui ne le tue pas. Savoir se mithridatiser par une absorption régulière de négativité critique est d'ailleurs un privilège plus américain qu'européen. C'est un des génies de l'Occident.

Je suis d'accord avec Pierre Brochand quand il parle de l'Occident comme projet et quand il le décrit comme une sorte de Frankenstein qui serait voué à être mangé par sa créature, la mondialisation. Oswald Spengler le disait autrement en affirmant « L'Occident, c'est Faust ». Nous sommes la partie faustienne du monde, ce qui pourrait situer la naissance de l'Occident en 1336, lorsque Pétrarque monta sur le Ventoux. L'idée, quand on se trouve devant une montagne, qu'il faut la gravir, aurait semblé absurde aux Grecs et aux Romains. Elle est tout aussi absurde pour un Indien ou pour un Chinois.

PIERRE BROCHAND

Pas pour les Tibétains...

L'Himalaya n'a pas été conquis par un Tibétain mais par un Anglais. Les Tibétains, qui ont toujours été à cinq mille mètres, dans le camp de base, n'auraient jamais eu, sans les Occidentaux, l'idée saugrenue de monter plus haut.

Mais Faust, ça finit mal. Le tort de Spengler fut de dire que nous sommes les seuls à être faustiens. Il n'avait pas prévu que les autres le deviendraient aussi.

Cinquième atout, par lequel j'aurais dû évidemment commencer, c'est *l'innovation scientifique et technique*.

La liste des prix Nobel dans les sciences dures et le tableau comparé des brevets industriels ont de quoi rassurer les angoissés. Le lycée et le tribunal du monde abritent aussi son laboratoire. L'Occident est le maître des langages informatiques et la révolution numérique qui advint à son initiative porte sa marque et parle sa langue.

Observons un curieux effet de cette remarquable concentration de matière grise. On a vu dans ce qu'à Paris on a appelé un peu rapidement le « printemps arabe » que la place Tahrir (au Caire) a fonctionné au Net, à Facebook et au SMS avec un savoir-faire venu des campus californiens. L'outillage des insurrections anti-occidentales est occidental, et les suppôts de l'Amérique sont « dégagés » par des procédures et des prothèses américaines. On peut voir dans la révolution de l'information, à matrice occidentale, le service après-vente d'un capitalisme protestant intériorisé.

Voilà pour les atouts.

J'évacue un certain nombre de facteurs évidents de types démographique, financier etc. Je parle des *epsilon* qui font la différence entre l'économique et le politique et qui échappent à l'économie politique. Je parle des facteurs qui ne figurent pas dans les tableaux comparatifs. Je ne parle pas du « Pape, combien de

divisions ? »¹⁸ (ce dont, j'imagine, le petit père Staline doit se repentir au fond de sa tombe).

J'en reviens à ces facteurs généralement inaperçus.

Les handicaps

La perte du sens de la mesure vient avec le faustien.

C'est ce que le héros tragique doit expier tôt ou tard : l'orgueil, l'excès, la morgue, l'interventionnisme tous azimuts, la mégalomanie, patente après 1989 et qui, parce qu'elle a changé d'échelle, a rompu avec une vieille tradition impériale. La Reine Victoria se satisfaisait d'un quart de la planète, l'Empire français d'un huitième. Alors, bien sûr, les grands toqués d'Alexandre, sans grand lendemain, façon Napoléon 1808 ou Reich de mille ans 1941, ont pu souhaiter faire mieux. En 1989, après la déroute soviétique, l'Alliance occidentale a eu la folie des grandeurs. Elle s'est targuée d'instaurer « un nouvel ordre mondial de Vancouver à Vladivostok ». Elle a multiplié les « partenariats » jusqu'au Proche-Orient (Israël, Jordanie), au Caucase, en Asie centrale, et, après les PECO (les pays d'Europe centrale et orientale), s'est même imaginée faire entrer Moscou dans son orbite (au temps où y débarquaient intellectuels et conférenciers parisiens pour recycler l'âme slave et totalitaire dans le nouveau catéchisme). Ce qui était impossible hier l'est a fortiori aujourd'hui, avec la prolifération des acteurs tant infra que supra-étatiques. Aucune *pax americana* – ou demain *sinica* – ne saurait maintenir l'ordre et la sécurité là où l'action des Nations unies elles-mêmes ressemble à celle d'un bouchon sur l'eau. Nulle superpuissance, bouclier antimissile ou pas, n'est à l'abri du gaz Sarin ou d'un camion piégé, et encore moins du choc en retour d'une épidémie ou d'un tsunami. Vouloir stabiliser un monde qui ne vit que d'être instable et qui serait d'autant plus violent et conflictuel que dénucléarisé, donnant libre cours aux armes conventionnelles de part et d'autre, relève d'un délire à la Pangloss, ou à la Folamour. Nous n'en fûmes pas si loin, avec le triomphalisme du néo-con postsoviétique.

¹⁸ « Le pape, combien de divisions ? » aurait répondu Staline en 1945 à Winston Churchill (d'aucuns prétendent que c'était à Laval) qui lui demandait de respecter les libertés religieuses dans l'Europe centrale que l'Armée Rouge occupait.

L'historien américain Paul Kennedy a tiré le signal d'alarme en évoquant le moment où l'ambition du centre excède ses capacités physiques en périphérie, moment classique de la « surextension impériale ». Sauf que ces capacités, avec l'électronique et le numérique, ont fait depuis trois décennies un formidable bond en avant, et que l'« *outrreach* » n'est plus le même. Tout voir, tout écouter, tout déchiffrer, même aux antipodes, ce n'est plus techniquement impossible. Ni tuer un suspect sur écran à dix mille kilomètres de distance, avec un missile Hellfire tiré d'un drone Predator, par exemple. Ni paralyser un système de commandement adverse par un ver informatique. C'est vrai que l'Occident se permet des dommages collatéraux sans commune mesure avec ceux commis par les légions romaines ou napoléoniennes.

Cet interventionnisme tous azimuts, jusqu'au *police bombing*, en dehors de tout cadre territorial et juridique défini, révèle la délocalisation absolue de la guerre. Et la mue des interventions militaires en simples descentes de police signifie que le local reste la force du faible, face à quoi le global devient la faiblesse du fort. L'Occident ne sait pas traiter le local.

Pourquoi ne sait-il pas le traiter ? C'est en raison *d'un aveuglant complexe de supériorité*.

Si vous me permettez une petite parenthèse personnelle, j'évoquerai un séjour à Aspen (Colorado) en 1982, où j'assistais avec Jean-Louis Gergorin à une sorte de rencontre avec les décideurs américains de l'époque. Il y avait là McNamara, Scowcroft, Richard Perle et d'autres. Ils venaient de recevoir un legs fabuleux (plusieurs millions de dollars) d'une vieille dame récemment décédée. Avec ce merveilleux esprit démocratique américain, McNamara fit un tour de table pour décider à quoi cet argent serait utilisé. Chacun émit des suggestions. Quand vint mon tour (Jean-Louis Gergorin peut en témoigner), je lançai une proposition : « Vous devriez investir cet argent dans une étude des raisons pour lesquelles on vous hait, une analyse de l'anti-américanisme (ou de l'anti-impérialisme) dans le monde. En Amérique latine, en Asie, en Afrique, et surtout au Moyen Orient, il y a des gens qui ne vous aiment pas. Il serait intéressant pour vous de faire une grande enquête sociologique ». Je crois me souvenir que c'est Scowcroft (futur conseiller à la Sécurité nationale), qui s'exclama : « On ne va tout de même pas financer les hôpitaux psychiatriques du monde entier ! ». Cette réponse est très intéressante. Pour cet aréopage, les gens hostiles aux États-Unis ne pouvaient être que diaboliques (ce qui relève de l'église) ou fous.

Cet aveuglant complexe de supériorité fait qu'on ne s'interroge pas sur soi-même, on n'arrive plus à se décentrer, on ne peut pas se voir avec les yeux des autres. C'est ce qui produit les interventions de ces missionnés messianiques, en Irak, en Afghanistan ou ailleurs, qui mettent plusieurs années pour se découvrir, dans les yeux des autochtones, envahisseurs et occupants. On sature un théâtre d'opérations dont on ne connaît ni le passé, ni la langue, ni la cuisine ni la religion, ni la structure familiale, ni les plus élémentaires réflexes. On va même jusqu'à allumer un feu avec le Coran et pisser sur un cadavre ennemi. C'est *fun*. Le gendarme du monde ignore le monde, et ne veut connaître d'autre échelle de valeurs que la sienne. Cela se paye.

Là je ferai peut-être un petit pas de côté par rapport à ce qu'a dit Pierre Brochand. Nous oublions que le monde n'est pas fait d'individus. À force de projeter nos valeurs individualistes, nous oublions qu'il existe des communautés, nationales, religieuses ou tribales, qui commandent les loyautés et les conduites. Nous imaginons des atomes lâches, sans histoire ni appartenance, dans l'apesanteur de leur désir ou de leur droit. C'est ce que nous nommons « modernité ». Mais nous oublions que la tribu est une formation collective pleine d'avenir. C'est une idée peut-être assez courte de penser que la modernité refoule peu à peu l'empire des traditions puisque la modernité fait revivre l'empire des traditions, de plus en plus.

Échappe au redresseur de torts universel la cause bête des résistances indigènes à l'occidentalisation : l'autodéfense immunitaire, sans nul doute déplorable, mesquine et rétrograde, qu'on appelle chez nous d'un nom noble, la « souveraineté ». Il y a un ethnocentrisme qui fait qu'on n'imagine pas en Occident que les sentiments d'honneur et de fierté nationale, en voie de disparition chez nous, sont très florissants chez les autres. À Bruxelles, on veut oublier de quoi il s'agit ; à New York, on n'éprouve même pas le besoin de savoir. Un postmoderne voit dans l'État-nation un objet de musée ou de plaisanterie, alors qu'une bonne cinquantaine de peuples aujourd'hui sont prêts à se battre pour elle.

J'ai parlé d'un espace euro-atlantique, puisque telle est la traduction opérationnelle de l'Occident aujourd'hui. Il faudrait évidemment repérer le différentiel entre l'Europe et l'Amérique du nord. Le Français contemporain pêche par manque d'estime de soi ; l'Américain, par trop plein. Il se tient pour l'élu de la Providence, le porteur de la Révélation. Il est donc par nature « exceptionnaliste ». Le complexe de supériorité, il en faut un peu, mais pas trop. Quand il y en a trop, il y a risque d'arrogance et de s'arroger un statut

d'exception qui n'a pas de frontières puisque, comme vous le savez, à l'instauration de la Cour pénale internationale (CPI, traité de Rome), juridiction permanente qui a compétence en matière de génocide, de crime contre l'humanité et de crime de guerre, les États-Unis ont obtenu de soixante pays qu'ils assurent par écrit l'impunité des militaires américains, et d'eux seuls. On considérerait sans doute comme aberrant qu'un GI puisse être soumis aux mêmes interdits juridiques que le troufion lambda.

Le troisième handicap assez inaperçu est *le déni du sacrifice*.

Il y a là un glissement sans précédent dans l'histoire des mentalités collectives en aussi peu de temps. Le 24 août 1914, il y a à peu près un siècle, 26 000 soldats français périrent en une journée. On estime à 250 000 les pertes de l'armée française jusqu'à la Bataille de la Marne. Le président Poincaré n'est pas sorti de son bureau. La nation a continué. Demain sera un autre jour, disait-on (de fait : 1 000 tués par jour en moyenne entre 1914 et 1918). Aujourd'hui, un soldat français tué en opération, *a fortiori* sept soldats français tués dans une embuscade en Afghanistan, c'est un choc, un séisme, une commotion. Le renversement, sur un aussi court laps de temps, de notre rapport individuel et social à la mort est un phénomène sidérant. J'ai envie de dire que nous n'avons plus le moral de notre morale. Les bras ont grossi, le cœur n'y est plus.

Phobie de l'affrontement physique, idéal surréaliste de la guerre zéro mort (zéro mort de notre côté, bien entendu, il peut y en avoir 100 000 de l'autre côté), remplacement du culte du héros par celui de la victime, fin du service militaire, disparition de l'esprit de défense et renvoi au musée Carnavalet du citoyen-soldat. On retrouve ce que vous évoquiez, Pierre Brochand, avec l'hyperindividualisme contemporain.

Goliath, oui, par la technologie, mais Goliath douillet.

Nous nous trouvons face à un phénomène qui déborde le cadre géopolitique : l'Orient a le sens du sacré, l'Occident (l'Europe en particulier) l'a mis au rancart. D'où sa viscérale incompréhension devant les islamistes aujourd'hui, le sacré étant ce qui commande le sacrifice et interdit le sacrilège. La patrie n'est plus sacrée. Mourir pour la France : problème. De là un souci paralysant, sur le terrain, de « la protection du personnel », et, en amont, dans le pays, le besoin d'esquive, de langue de bois et de mensonges autoprotecteurs. Préserver la douceur du soir jure avec l'esprit de croisade, plutôt matinal.

Sur le quatrième handicap, je serai bref, Pierre Brochand ayant abordé le sujet, c'est *la prison du temps court*.

Le handicap invétéré des démocraties, qui « n'affrontent les problèmes du dehors que pour des raisons du dedans », comme l'avait si bien vu Tocqueville, c'est l'obligation du raccourci et de l'expéditif. Les raisons du dedans exigent des résultats rapides.

Il en résulte un vrai déphasage de temporalité. Au Sud on a le temps. Alors que l'Occident court-termiste rêve de guerre éclair, l'Orient, qui vient de loin et voit venir, préfère la guerre d'usure.

Je vous livre une autre anecdote personnelle. Avant le « printemps arabe », j'étais à Gaza avec Stéphane Hessel pour rencontrer Ismaïl Haniyeh, Premier ministre du Hamas. Aux craintes que nous lui exprimions : « Vous allez macérer dans un isolement mortel avec votre petit émirat islamiste. Il n'y a pas de débouché », Haniyeh, après avoir rectifié : « islamiste, non, islamique, oui », a répondu : « Dans quelques années les choses vont changer. Vous êtes trop pressés, vous voyez les choses à court terme. Il faut penser en termes de siècles ». Ce qui nous avait semblé un peu baroque. De son point de vue, les faits ne lui ont pas donné tort.

Le temps joue contre l'Occident, maître de l'espace et otage de l'instant. Ce présentisme émotionnel est évidemment la négation de l'intelligence stratégique. Il passe à la trappe la mémoire des autres, ainsi que les humiliations qu'il leur a lui-même fait subir dans le passé. Les dominés ont toujours plus de mémoire que les dominants. Et surtout, nous avons une terrible incapacité à prévoir la fin des guerres que nous déclenchons et l'avenir politique des pays que nous occupons.

Le cinquième handicap est évident, c'est *la dissémination du perturbateur*.

La destruction des États nationaux sous les coups de boutoir de l'ingérence a eu pour contre-effet un éparpillement des sources de désordre, qui déjouent de mieux en mieux la vigilance du centre. Nous assistons à un phénomène anthropologique : la mondialisation techno-économique s'accompagne d'une balkanisation politico-culturelle, donc d'une fragmentation du monde accélérée.

Mais oublier que l'État est le détenteur du monopole de la violence légitime et que sa destruction fait proliférer les irréguliers de la kalachnikov relève d'une bévue tout humaine. Faire sauter un verrou de souveraineté politique à coups de missiles et de commandos, c'est faire à terme remonter à la surface de l'ethnique d'un côté et du mystique de l'autre. Est-ce si avantageux ? Je ne sais pas. Mais il

me semble qu'un pays comme Israël aujourd'hui préférerait avoir affaire à des États ou à des autorités constituées (comme en 1956, 1967 ou 1973) qu'à des ONG armées et nomades sans numéro de téléphone (mais dotées de missiles sol-air). Ce n'est pas pour rien, cela a déjà été dit, que le front d'expansion du djihad global avance à travers les zones où l'État central s'effondre, et l'Ouest n'est pas pour rien dans cet affaissement. Il y a là quelque chose qui peut inquiéter.

Opposer cinq « grandeurs » (cinq forces) à cinq « servitudes » (cinq faiblesses) est un peu schématique. Mais peut-être cela a-t-il le mérite de rééquilibrer à la fois une « sous-estimation » et une « surestimation ». Je crois que l'être occidental est à la fois plus fort et plus faible qu'il ne le pense. Plus fort parce qu'il a des atouts considérables, plus faible en raison des servitudes que j'ai dites.

La balance est-elle à l'équilibre ? En dynamique, il est probable que non. Il est évident que la mondialisation porte dans ses flancs la fin d'une étrange hégémonie occidentale. La mainmise ou l'emprise d'un dixième de la population du globe sur les neuf dixièmes n'était pas chose susceptible de durer longtemps. Et la guerre économique en cours tournera sans doute en notre défaveur.

Mais de là à annoncer la fin inéluctable de notre civilisation occidentale comme le faisait Elie Arié, dans son livre « *Mondialisation, déclin de l'Occident* »¹⁹. Je n'y crois pas du tout.

D'abord (relire Braudel, moins célèbre mais dix fois plus sérieux que Huntington), les civilisations sont des espaces, des aires culturelles. Et toutes perméables que soient ces aires la géographie ne bouge pas. Les civilisations sont aussi des continuités fondées sur des mentalités collectives et qu'on ne peut pas aborder au jour le jour.

Donc, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, l'Occident continue de tenir la corde et n'est pas près d'en acheter une autre pour se faire pendre avec.

Voilà qui vient tempérer un certain pessimisme. L'annonce de la mort de l'Occident est très prématurée, qu'on le regrette ou qu'on en soit content. Il me semble que nous n'avons aucune raison de nous suicider.

Mais peut-être aurions-nous raison de faire plus attention à ceux qui ne pensent pas comme nous.

Je vous remercie.

¹⁹ « *Mondialisation, déclin de l'Occident* » par Elie Arié (et préfacé par Jean-Pierre Chevènement), Editions de Paris, 2012.

Débat final

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Régis.

Vous nous avez entraînés tous deux vers les sommets où l'air est vif et je ne voudrais pas qu'on redescende trop vite vers la plaine.

Je voudrais demander à Pierre Brochand comment il réagit à la balance que vient de dresser Régis Debray entre atouts et handicaps. Vous nous avez fait entrevoir, M. Brochand, une prodigieuse mécanique qui a sa logique, sa cohérence, du point de vue où vous vous placez, compte tenu des postulats que vous avez définis. Régis Debray, quant à lui, montre beaucoup de pragmatisme et ne veut pas être trop pessimiste. Je relève toutefois une contradiction dans ses propos : la mondialisation, dit-il, porte dans ses flancs la fin de l'hégémonie occidentale mais le moment n'en serait pas encore venu et nous aurions le temps de fumer une dernière cigarette...

REGIS DEBRAY

Je me réjouis personnellement, n'étant pas occidentaliste, de la fin de cette hégémonie mais je serais épouvanté s'il s'agissait de la fin d'une civilisation.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je crois que le mot « occidentaliste » méritait d'être prononcé.

PIERRE BROCHAND

Je suis admiratif du tableau que vient de présenter Régis Debray, auquel j'adhère à 99 %.

Il reste que cela demeure une « photo » tandis que j'ai essayé de m'inscrire plutôt dans un « film ».

De ce fait, j'aperçois deux points de désaccord, l'un véritablement décisif, l'autre peut-être plus relatif.

Je commencerai par celui qui est plus relatif : Parler de surextension de l'Occident est juste. Mais il faut, me semble-t-il, ajouter aussitôt que cette surextension est en recul, en raison même des réactions qu'elle suscite dans le monde.

Le point de désaccord fondamental porte sur l'affirmation : « La tribu est une formule d'avenir ».

Je partage, certes, votre vision – que j'ai essayé d'exposer moi-même – selon laquelle le « Premier monde » et le « Deuxième monde » diffèrent profondément. Le « Deuxième monde » reste attaché aux valeurs – qui ne sont plus les nôtres – des communautés, de l'État national, qu'on peut qualifier de valeurs-devoirs, enracinées, exclusives ... tandis que nos valeurs suivent une évolution exactement inverse. Nous sommes donc tout à fait d'accord sur cette « photo ».

En revanche, pour ce qui est de l'avenir, je crains qu'à terme (quelle que soit l'échéance) ces tribus, ces ethnies, ces clans, ne soient appelés à dépérir et à périr, éventuellement dans des convulsions épouvantables. Nous avons quelques exemples aujourd'hui de cet effacement inéluctable. C'est sur cette conviction profonde que j'ai basée mon petit exposé : les forces de la modernisation sont inarrêtables. Tout le monde devra y passer. Beaucoup mieux préparés que d'autres par l'histoire, nous avons eu le temps de nous y adapter (avant d'arriver à l'État-nation démocratique, nous avons connu, nous aussi, pendant plusieurs siècles bien des vicissitudes). En revanche, le « Deuxième monde », qui n'a pas bénéficié de ce délai d'adaptation est frappé de plein fouet par un « tsunami » qui ne lui laisse aucun choix et exerce sur ses structures un effet incroyablement corrosif.

REGIS DEBRAY

Je maintiens que la tribu est une formation d'avenir. Loin d'être contradictoire avec l'hyperindividualisme, c'est précisément la conséquence de cet hyperindividualisme qui, provoquant partout une perte du sentiment

d'appartenance, une panique de solitude, fait que les hommes reconstituent des liens de solidarité « prémodernes ».

Voyageant au Maghreb dans les années 70, j'avais été très frappé de constater que les islamistes (je ne dis pas les islamiques) étaient souvent issus des facultés des sciences et de technologie, notamment des écoles d'ingénieurs, jamais des facultés des lettres. L'explication est simple. Des hommes qui ont perdu tout repère et vivent dans une sorte d'« universel abstrait » ont besoin de retrouver des racines, des mémoires, qu'ils cherchent dans des origines islamiques plus ou moins réinventées ou fantasmées.

Aller en Libye ou en Afghanistan sans avoir la moindre idée de la carte tribale, c'est se moquer du monde ! Je voudrais rappeler que l'unité de base d'une bonne moitié du monde, des royaumes bédouins à l'Amérique indienne en passant par l'Asie centrale et l'Afrique, Europe du sud comprise (Albanie, Sicile...) est la tribu, la famille, le clan, la communauté. Il faut lire Maurice Godelier²⁰ sur ce sujet. Je veux dire qu'il y a là un *backlash*, un retour, une forme de boomerang de l'hypermodernité (qui recrée de l'hyperarchaïsme), que nous devons prendre en compte.

Est-ce un effet collatéral ? Peut-être pas.

Nous assistons à un extraordinaire retour des archaïsmes de toute espèce. Le retour du religieux dans des sociétés où l'on pensait le religieux jugulé, voire en voie de disparition, peut s'inscrire sous cette rubrique. Ben Gourion le pensait pour Israël (sans doute aujourd'hui aurait-il été plus prudent...), convaincu que, s'il fallait donner quelques compensations aux religieux (exemption de service militaire par exemple), tout cela serait emporté par le vent de la modernité et du socialisme. Eh bien non ! Ils sont là et de plus en plus présents. Ce phénomène se retrouve ailleurs, notamment aux États-Unis d'Amérique²¹.

PIERRE BROCHAND

Je ne suis pas du tout d'accord. Je reste convaincu que les forces de la modernisation sont incontournables pour tous, que cela leur plaise ou non. Nulle communauté ne peut en éviter les effets dissolvants. Certes (et je suis le

²⁰ Maurice Godelier, « *Métamorphoses de la parenté* », Fayard, 2004

²¹ Jean-François Colosimo « *Dieu est américain, de la Théodémocratie aux États-Unis* » éd. Fayard (2006).

premier à l'admettre, c'était même un des éléments-clés de mon exposé), les communautés, auxquelles vous faites allusion, sont encore extraordinairement vivaces et le sont d'autant plus que l'hypermodernité agit sur elles comme un réactif. Si elles sont, ainsi, en pleine résurgence, c'est aussi parce que les États, qui servaient de « couvercles » à ces phénomènes, eux-mêmes s'affaiblissent. Il n'y a pas de doute à ce sujet : L'un des principaux problèmes auxquels nous avons à faire face est bien une remontée des communautés naturelles. Mais je crois – et cela me paraît l'essentiel – qu'il s'agit d'un combat d'arrière-garde.

Les nouvelles formes de solidarité auxquelles vous faites allusion (ONG, etc.), qui pourraient remplacer les communautés naturelles, sont des associations volontaires. Les communautés sont involontaires. Elles procèdent des liens du sang. Tout y est joué dès la naissance. Mais c'est fini ! La deuxième atmosphère va anéantir tout cela. Elle est à l'œuvre : 7 milliards de téléphones portables dans le monde. Tout le monde a le sien, sauf les bébés (et encore... faudrait-il le vérifier aux États-Unis). À elle seule, cette réalité a un effet de déliaison qui, à mon avis, n'est pas réversible.

J'insiste sur le mot « irréversibilité ». Héraclite disait qu'on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve²². C'est notre loi commune.

REGIS DEBRAY

Je propose de combiner Héraclite et Parménide²³.

Vous avez raison en ce sens que toutes les technologies du numérique sont des technologies individualisantes, donc dissolvantes des groupes, notamment des hiérarchies. Aujourd'hui on a quitté la structure pyramidale pour une structure éclatée où chacun peut émettre une opinion. On peut donc parler d'une individualisation numérique.

Mais – c'est là que revient Parménide – l'homme n'est pas fait pour être un individu, il est fait pour être « en famille ». L'homme est fait pour trouver des structures de solidarité qu'en son temps la République a fournies avec la nation.

²² Héraclite d'Ephèse (576 à 480 av. JC) décrit un monde en mouvement « *Tu ne peux pas descendre deux fois dans les mêmes fleuves, car de nouvelles eaux coulent toujours sur toi.* »

²³ Pour Parménide d'Elée (544 à 450 av. JC), l'homme doit faire partie du Tout universel « *Tu ne réussiras pas à couper l'Être de sa continuité avec l'Être, de sorte qu'il ne se dissipe au-dehors, ni il ne se rassemble* »

Quand la nation disparaît on voit réapparaître d'autres types de solidarités plus naturelles mais peut-être moins enthousiasmantes, de types ethnique, régionaliste, etc.

C'est ce mouvement duel que nous observons.

Ce qui m'effraie, c'est que l'Occident n'arrive pas à regarder la tribu en face.

PIERRE BROCHAND

Peut-être certains généraux de l'armée américaine n'ont-ils pas cette connaissance affinée de la tribu. Mais si on est appelé à exercer des fonctions diplomatiques ou à mener des opérations militaires (ou de renseignement) dans certains pays, c'est quand même la moindre des grilles de lecture, sans laquelle on ne peut comprendre ce qui s'y passe. C'est pourquoi je suis convaincu de l'importance capitale de la résurgence de ces communautés naturelles, sous l'effet percutant de l'hypermodernisation virtuelle, qui, je l'ai dit, affaiblit les États et fait remonter violemment le magma. Par exemple, le Mali n'existe pas et le magma y est en pleine remontée. Idem pour la Libye et tant d'autres. Le problème est qu'on ne sait pas du tout ce que ça va donner.

De là à dire que la tribu est l'avenir de l'homme...

REGIS DEBRAY

Mettez cela sur le compte d'une provocation rhétorique. On a bien dit que la femme était l'avenir de l'homme... ce qui est très exagéré tout de même !

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'aimerais poser une question à Pierre Brochand. Quand on côtoie leurs dirigeants, on constate le désir d'affirmation nationale voire le nationalisme évident d'un certain nombre de grands pays émergents. Je pense notamment à la Chine, mais aussi à l'Inde, et je pourrais citer beaucoup d'autres pays, en Amérique latine (Brésil), au Moyen Orient (Turquie, Iran), au Maghreb

(Algérie)... qui croient en leur avenir et qui, de ce point de vue-là, n'ont nullement désinvesti la « strate S2 », la strate de l'État-nation.

Je vous trouve très pessimiste quand vous dites que l'Organisation des Nations Unies qui, à sa création, comportait cinquante États-nations « tenant la route »²⁴ en compte aujourd'hui près de deux cents²⁵ dont cent-cinquante seraient, selon, vous des États-nations de pacotille. Je pense que beaucoup sont de véritables États-nations. Quelques-uns sont même porteurs d'une civilisation millénaire mais tous sont possédés par un vouloir-vivre spectaculaire.

C'est une caractéristique de l'Europe que l'effondrement durable de la nation après les deux guerres mondiales, quand les fameux « pères de l'Europe » ont inventé ce concept de supranationalité dont j'ai pu vérifier, au cours de ma vie politique déjà longue, qu'il était un principe mortifère pour les nations et pour la démocratie. Le mythe de l'Europe a dévalué la nation.

De la même manière le marché a dévalué les États et les médias ont dévalué le politique. « L'affaire Cahuzac » en est un parfait exemple : un enregistrement inaudible, fourni par un adversaire malheureux aux élections législatives, amène un certain nombre d'organes de presse – et lesquels ! – à opiner que M. Cahuzac devrait donner sa démission ! Une telle pression médiatique en dehors de tout élément de preuve prononce la mort du politique ! Vous l'avez d'ailleurs dit.

À l'époque où j'ai souscrit un engagement politique (c'était au Parti socialiste), le monde politique français était dominé par le communisme et par le gaullisme et tout le monde pensait (même les socialistes et les centristes) que nous appartenions à la grande famille des nations humaines. On n'avait pas encore conçu cette idée d'une « famille occidentale » dont la France aurait été un membre parmi d'autres. À certains égards je me sens plus près des Algériens ou des Vietnamiens, par exemple, que d'autres peuples, y compris européens, que je ne connais d'ailleurs pas et que je ne citerai pas pour ne pas être désobligeant.

Tout cela semble avoir évolué. Sur notre continent, l'idée européenne ou l'idée d'Occident semblent avoir remplacé la nation. Néanmoins je constate, à l'échelle mondiale, la résistance de l'État-nation, la montée de pays « émergents » qui, bien évidemment, signifie le déclin de ce qu'on a appelé « l'Occident » dont je ne me sens pas partie prenante parce que je pense que la France, ce n'est pas l'Occident ! Mais on peut en discuter.

²⁴ En 1945, les Nations-Unis comptent 51 États fondateurs.

²⁵ L'entrée du Soudan du sud en 2011 a porté à 193 le nombre des États membres des Nations-Unies.

Si on regardait l'histoire de l'Europe sur le long terme, on verrait peut-être que ce n'est pas la France ni la Grande-Bretagne qui ont gagné les deux guerres mondiales mais, si on se place sur le terrain de l'économie, plus probablement l'Allemagne. Cela dit, je serai demain à Berlin pour célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée.

Vous parlez du triomphe de l'hyperindividualisme qu'on dit libéral. Qu'a-t-il de démocratique (puisque c'est aussi le nom qu'on lui donne) ? Rien ! Observons les mains invisibles du marché, du juge et de la morale, c'est-à-dire des médias, qui, on le sait d'expérience, « font » la morale, dictant ce qui est bien ou ce qui est mal, désignant les « méchants » etc. Le triomphe de cette trilogie marché-droit-médias est-il le triomphe de l'individu ? C'est le triomphe de l'argent car, derrière les médias, il y a l'argent. Comme, bientôt, derrière le juge. Nous allons vers un système à l'américaine où deux avocats plaident l'un contre l'autre et où tout finit par une transaction qui peut atteindre, plusieurs millions de dollars, ce qui n'est pas à la portée de n'importe qui. Donc seuls les riches peuvent se voir rendre justice. Nous glissons d'un système vers un autre. Au temps de la Loi, des décrets, des règlements, des arrêtés préfectoraux, municipaux ... un citoyen pouvait avoir raison ou tort devant un fonctionnaire mais tous étaient égaux. (Beaucoup, d'ailleurs étaient fort irrités d'avoir affaire à des fonctionnaires). Aujourd'hui, il faut passer par le juge, la justice, les avocats. Un ancien Garde des Sceaux me dit un jour : « Jean-Pierre, n'allez jamais en justice, surtout si vous êtes innocent, vous en sortiriez couvert de boue ». Bref la régulation par le juge n'est pas forcément un progrès sur la régulation administrative. Qui, en définitive, va garantir les droits de l'individu si ce n'est l'État à travers la loi ? L'État est absolument nécessaire pour définir le droit et de préférence d'une manière ouverte et démocratique. Du point de vue de la sécurité, il est même l'optimum dont on ne peut pas s'écarter.

Il y a donc des forces qui nous ramènent, non pas vers la tribu, vers la communauté naturelle...

REGIS DEBRAY

... Entendons-nous : je ne suis pas un apôtre ou un apologiste de la tribu ! Ce n'est pas là qu'est mon cœur.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Nous l'avons tous bien compris.

Bien que je sois du Haut-Doubs mais je n'ai pas l'intention de proclamer la République du Haut-Doubs (d'ailleurs elle existe déjà, c'est la République folklorique du Saugeais²⁶). La réalité, c'est qu'on va vers un renouveau des nations. La nôtre sera contrainte de se redresser par la pression qui déjà s'exerce autour d'elle (il n'est pas besoin d'aller chez les émergents pour voir d'où vient cette pression). En France, pas plus qu'ailleurs, l'idée d'intérêt général n'est frappée de désuétude.

REGIS DEBRAY

... On a tout de même renoncé publiquement à l'idée de faire une Maison de l'Histoire de France. Ce n'est pas rien.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Oui, mais l'Histoire de France continuera et on aura le temps de réparer cette erreur.

²⁶ La République du Saugeais est née d'une plaisanterie lors d'une visite du Préfet du Doubs à Montbenoit en 1947. Le patron d'une auberge fut alors nommé Président de « la République libre du Saugeais ». Riche de 3600 habitants, sur 125 kilomètres carrés et onze communes, la République du Saugeais a, outre un(e) président(e), un premier ministre, un secrétaire général, deux douaniers, douze ambassadeurs, un billet de banque, un passeport, un blason, un drapeau, un timbre-poste et un hymne.

Mais l'idée qu'on puisse concevoir un roman national ou une mytho-histoire a été jugée sacrilège à l'égard de « la vérité scientifique ». C'est l'indice d'une certaine baisse du sentiment national.

C'est indiscutable. Le récit national est évidemment à reconstruire. J'ai essayé d'y travailler dans un petit livre récent²⁷ mais il faudra continuer. La France manque aujourd'hui d'un récit national.

Un pays, la Chine, va modifier l'équilibre du monde. Les nations vont-elles disparaître pour autant ?

Il existe de « faux États », vous l'avez dit, des États fragiles, en tout cas. Vous parliez du Mali : peut-être y aura-t-il un jour un grand État de l'Ouest africain. Senghor et Modibo Keita²⁸ l'avaient rêvé. Cela ne s'est pas fait. Mais cela pourra se faire un jour. Le mythe de l'Afrique se concrétisera peut-être dans le temps long de l'Histoire. Laissons à l'Histoire le temps d'apporter ce que vous avez décrit comme étant la condition du vivre ensemble, c'est-à-dire l'habitude, l'oubli (heureusement, comme le disait Renan²⁹, qu'on a oublié la guerre des

²⁷ Jean-Pierre Chevènement, « *La France est-elle finie ?* », éd. Fayard, janvier 2011

²⁸ Modibo Keita a œuvré toute sa vie pour l'unité africaine. Il participa, avec Léopold Sédar Senghor à la création de la Fédération du Mali (Soudan français, Sénégal, Haute-Volta, Dahomey). En 1958, il fut élu président de l'Assemblée constituante de cette Fédération. En 1960, il fut nommé chef du gouvernement de la nouvelle Fédération du Mali qui regroupait le Soudan français et le Sénégal. Après l'éclatement de cette fédération, le 22 septembre 1960, il proclama l'indépendance du Soudan français qui devint la République du Mali. Il en prit la présidence jusqu'au coup d'État qui le renversa en 1968.

²⁹ Renan, dans « *Qu'est-ce qu'une nation ?* » (Conférence prononcée en 1882), disait :

« L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que les progrès des études historiques sont souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été les plus bienfaisantes. »

Albigeois et qu'on n'en parle pas dans nos livres d'Histoire), mais aussi la mémoire, bref le récit national. C'est tout ce travail qui est à refaire.

Il me semble que vous avez oublié d'imputer au capitalisme néolibéral beaucoup des effets de désagrégation que vous avez très minutieusement analysés. La rupture complète de toutes les régulations enregistrée au début des années 1980, après l'élection de Mme Thatcher et de M. Reagan et l'alignement de l'Europe continentale à travers l'Acte unique, cet arasement ne s'est pas produit par hasard. Les forces puissantes que vous décrivez ont-elles tellement à voir avec la démocratie ? Ne sont-elles pas, au contraire, la négation de la démocratie ? Comme vous l'avez très bien dit, dans un univers complètement atomisé et uniquement constitué d'individus il n'y a plus de place pour la politique, plus de place pour le projet collectif. Or, cela n'est pas possible durablement. Donc il faudra bien qu'il y ait un rebond Républicain, je l'espère.

PIERRE BROCHAND

Puisque vous m'avez quasiment interpellé, Monsieur le ministre, je dirai que mon propos n'avait pas pour objet de présenter mes préférences personnelles, qui sont largement les vôtres. J'espère, donc, que vos prophéties, pour optimistes qu'elles soient, pourront se réaliser.

Malheureusement, j'ai des doutes et je dois avouer que l'expérience que j'ai vécue dans beaucoup de pays a fait de moi un partisan simpliste de l'inéluctable. Je pense – et je le répète – que la modernisation est une force inarrêtable et que, même si cela nous déplaît, cette force continuera à définir notre cadre de vie, à moins qu'un sursaut politique, pour des raisons probablement exogènes, nous amène à nous ressaisir.

Vous évoquez, à juste titre, la persistance de la référence à l'État national, notamment chez les émergents. Mais je pense que ces États mangent leur pain blanc. En effet, ils ont la chance de pouvoir encore jouer sur plusieurs tableaux. En Chine, le confucianisme prémoderne cohabite avec un État moderne fondé sur un parti unique, qui, malgré beaucoup de corruption, ressemble beaucoup à ce que pourrait être aujourd'hui le despotisme éclairé. Et M. Deng Xiaoping a pris la décision d'ouvrir son pays à la globalisation, en exploitant à fond ces atouts : un État national, fondé sur des valeurs traditionnelles. Mais ce n'est qu'une période de transition : c'est pourquoi je dis que la Chine a mangé son

pain blanc. Elle ne pourra éviter qu'un jour ou l'autre, une classe moyenne extraordinairement intelligente et ouverte sur le monde (et peu soucieuse d'être dupe) ne remette en cause ce modèle, fondé sur la « désynchronisation des moteurs ».

Tout cela est en effet affaire de décalage. Nous vivons dans un monde décalé. Des communautés, des États, des individus y vivent à la même heure du fait de la globalisation. C'est le cas des États nationaux de plein exercice que sont la Chine, le Brésil, et, dans une certaine mesure, la Russie. [L'Inde, quant à elle, est un cas à nul autre pareil. C'est un empire démocratique dont la survie et la réussite relative tiennent du quasi miracle. Peut-être la colonisation britannique y est-elle pour quelque chose.]

La Chine est probablement, toutes proportions gardées, ce qu'a été la France jusqu'il y a une quarantaine d'années, quand l'État était encore le pilote d'un projet collectif. Donc, *mutatis mutandis*, la Chine, à une échelle autrement plus grande, a pris notre place. Mais elle va être obligée « d'y passer », je le crois sincèrement. En outre, le vieillissement de la population va faire qu'elle sera vieille avant d'être riche.

Un dernier mot. Dans notre conversation, nous ne cessons d'employer des noms ou des verbes avec le préfixe « re » : re-venir, re-construire, re-trouver, rétablir... Ces verbes me paraissent hors de saison !

REGIS DEBRAY

Il y a tout de même eu des ... re-naissances dans le cours de l'Histoire... ou la Ré-forme, au XVI^{ème} siècle.

PIERRE BROCHAND

La Renaissance, c'est la germination tardive et explosive de ce qui avait été semé 1500 ans ou 2 000 ans auparavant à Athènes, à Rome, à Jérusalem. C'est donc, pour moi, une continuation différée.

REGIS DEBRAY

Oui mais c'est un retour dynamique à l'Antiquité.
Quoi qu'il en soit, vous avez raison : le problème est de savoir si la France peut renaître.

ALAIN DEJAMMET

Puisque vous parlez de mots. Un mot est apparu en 2010 dans la revue *Médium*³⁰ (que je vous incitais à lire tout à l'heure) alors qu'il ne faisait pas tellement florès en France à l'époque. C'est le mot « *Dégagements* »³¹. Régis Debray parle du retour à la tribu ... et, brusquement, dans son cerveau germe (germination...) un mot qui, s'il n'est pas nouveau, prend un certain sens : « *Dégagements* », il en fait un livre et six mois plus tard, on « dégage » à droite et à gauche, notamment dans les pays arabes ... Des bouleversements pourraient-ils être dus à un simple mot ?

GABRIEL ROBIN³²

Nous avons entendu des exposés absolument passionnants.
Vis-à-vis de celui de M. Brochand, j'ai une objection qui tient au fait qu'il considère les évolutions comme inéluctables, ce qui a pour moi des relents de « sens de l'Histoire » auxquels j'ai beaucoup de mal à adhérer. Je veux bien admettre que la modernisation est inéluctable mais la modernisation, en 1930, a permis aussi bien Hitler et Staline que Roosevelt.
Entre l'évolution de la civilisation et l'évolution de la superstructure géopolitique l'écart devient imprévisible. Personne ne peut affirmer qu'on va vers un monde atomisé fait d'individus sans lien les uns avec les autres. C'est une des tendances à l'œuvre mais aura-t-elle une traduction géopolitique ? Je ne

³⁰ *Médium*, revue de médiologie ; www.mediologie.org

³¹ C'est le titre d'un livre de Régis Debray « *Dégagements* », éd. Gallimard, 2010.

³² M. Robin est ambassadeur de France et vice-président de la Commission des archives diplomatiques.

le crois pas. Je crois que le retour à des solidarités de toutes sortes se fera jour aussi, tout aussi bien que l'évolution vers l'atomisation.

Peut-être n'est-ce pas vraiment une tribu mais enfin le *Tea Party* y ressemble quand même beaucoup. Il y a d'autres tribus du même type.

Personnellement, je crois – c'est un acte de foi – au rôle de l'État, médiateur inévitable, indispensable, entre l'individu et le monde. C'est la chance de la France – à la fois nationale et œcuménique – que de l'avoir pensé depuis longtemps, la première.

C'est un des avenir possibles. C'est celui que j'espère en tout cas.

PIERRE BROCHAND

Effectivement, je suis une victime du sens ou, en tous cas, du mouvement, de l'Histoire. Je le dis en toute simplicité. Je crois qu'une fois installée, la démocratie (sauf événement extérieur considérable) a pris un caractère irréversible dans les pays occidentaux. Le sens de l'Histoire y est à l'œuvre. Mais, je le reconnais, c'est éminemment discutable.

Vous parlez de « re-tour » à des solidarités. Mais, à mon sens, il n'y a rien de commun entre des liens volontaires et des liens involontaires. Désormais, les liens seront toujours volontaires. Qui dit volontaire dit réversible. Je veux dire par là que les individus se fabriquent des identités « à la carte ». Et comme une liberté qui ne s'exerce pas n'en est pas une, ces mêmes individus sont incités à changer d'allégeance, d'appartenance.

Les ONG expriment admirablement ces adhésions provisoires. C'est la différence entre ONG et institution. L'institution s'impose à nous, elle était là avant nous, elle sera là après nous. Née des hommes, elle s'est détachée d'eux. L'État en est l'exemple parfait. Vous dites que l'État est un intermédiaire, un arbitre indispensable. Certes ! C'est la raison pour laquelle il est toujours là et sera encore là dans trente ou cinquante ans. Mais dans quel état (sans jeu de mots) !

Entré au Quai d'Orsay en 1968 (le Général De Gaulle était encore là pour quelques mois), j'ai achevé ma carrière quarante ans plus tard (sous M. Sarkozy). Ce que j'ai vu, éprouvé, ressenti tout au long de cette période, c'est une métamorphose de l'État, que j'avais connu et aimé, en quelque chose que je reconnais à peine. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les apparences demeurent,

mais ce que je vois à l'intérieur me semble sens dessus dessous et objectivement très différent. Je préférais de beaucoup l'État antérieur. Mais sa transformation est un fait. Je ne parlerai pas de notre « maison » [le Quai d'Orsay] pour ne pas entrer dans des polémiques, mais l'État, aujourd'hui, en France n'a de commun avec celui que j'ai servi à mon entrée dans l'administration que la façade.

GABRIEL ROBIN

La nationalité est à la fois volontaire et involontaire.

PIERRE BROCHAND

Des exemples récents nous montrent qu'elle devient de plus en plus volontaire...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Elle commence par être involontaire et devient volontaire. C'est pourquoi la Révolution française est une date tournante. Cela ne signifie pas que la France n'a pas existé avant mais à partir de son avènement, « la République » est devenue un autre nom pour dire « la France » et bien plus car elle désigne aussi un horizon de la chose publique, de l'intérêt général qui dépasse les frontières d'un seul pays.

FRANÇOISE GAILLARD³³

Je vais jouer le rôle du cuistre.

Je vous ai écoutés avec beaucoup d'attention. Un mot me semble faire problème et créer le malentendu. Vous avez parlé de « modernisation ». Je crois

³³ Françoise Gaillard, Philosophe et professeur émérite de l'Université Paris-Diderot, est membre du comité de rédaction de la revue « *Médium* »

nécessaire de faire la distinction entre ce qu'a été le projet de la modernité, le projet émancipateur, et la modernisation.

La modernisation concerne l'idée de progrès, d'avancement du savoir (développement des technologies etc.). Je crois en effet ce mouvement irréversible. Nous voyons d'ailleurs ce qui se passe dans certains États qui, tout en revenant à une sorte d'archaïsme, s'emparent des moyens de la technologie la plus avancée, telle qu'elle s'est développée dans les pays occidentaux, et les font servir à leurs fins. C'est le téléphone portable et l'ordinateur qui permettent la reconstitution de « tribus » au sens où les sociologues les définissent : constitution de mini-communautés dans lesquelles on s'identifie.

En revanche le projet moderne est une idée magnifique. Ce n'est pas simplement un projet d'autodétermination, tel que vous l'avez défini, mais un projet d'autonomie (αυτονομία) qui débouche justement sur le projet démocratique et sur une conception de l'État-nation.

Tout le problème est d'arriver à faire en sorte que certaines « cultures » qui aujourd'hui refusent cette autonomie pour revenir à des formes d'archaïsme (des formes de subordination à ce qui était archaïque) puissent désirer non seulement notre modernisation mais ce projet moderne lui-même.

La partie n'est peut-être pas entièrement perdue. Elle semble l'être, dans le refus. Mais Régis Debray évoquait une des forces du projet moderne en rappelant que certaines élites, au sein même de ces cultures, sont éduquées dans des pays occidentaux. On peut espérer que l'esprit de ce projet d'autonomie leur parvienne. C'est aussi l'intérêt personnel des femmes, des couches moyennes de beaucoup de pays.

Peut-être désireront-ils que la dynamique de ce magnifique projet moderne (qui a engendré nos républiques) puisse être « ré-activée ». A nous de savoir le rendre désirable. Or, il faut reconnaître qu'en ce moment il a un peu de plomb dans l'aile...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci.

Je donne la parole à l'Amiral Claude Gaucherand.

CLAUDE GAUCHERAND

Au premier orateur, dont je partage globalement les vues, je voudrais faire remarquer que, selon moi, la globalisation (mot auquel je préfère « mondialisation ») est totalement instrumentalisée par une idéologie qui s'appelle le mondialisme, idéologie totalitaire au sens plein du mot qui a pour objectif de broyer tout ce qui transcende l'individu et de transformer la population de la terre en une somme de six milliards d'individus plus facilement gouvernables par une minorité qui détient les leviers du pouvoir.

J'adresserai une question à M. Régis Debray : Vous avez parlé de l'Occident. J'ai cru comprendre tout au long de votre discours que vous parliez des États-Unis. Je me suis peut-être trompé. Incluez-vous la Russie dans l'Occident pour satisfaire à ce que disait James Baker quand il voulait un espace euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok ? Y incluez-vous aussi Israël ? Dans cette hypothèse, je pense que la relation entre Israël et le monde arabe serait le sixième point faible de l'Occident.

REGIS DEBRAY

En parlant de l'OTAN j'ai *ipso facto* exclu la Russie du champ, ce qui n'était pas le cas en évoquant l'OSCE (Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe). L'OTAN c'est effectivement l'Europe vassalisée, l'Europe subordonnée aux États-Unis d'Amérique. Il se trouve que la notion (gréco-romaine puis chrétienne) d'Occident est née en Europe. Mais le centre de gravité s'est déporté outre-Atlantique et ce sont les États-Unis d'Amérique qui ont pris la place du pilote. C'est embêtant mais c'est comme ça !

On pourrait en effet accrocher aux points faibles que j'ai évoqués un certain nombre de crises contemporaines dont la crise du Proche Orient est la plus significative. Elle peut faire penser à Tocqueville (« On ne résout les problèmes du dehors que pour des raisons du dedans »). Il y a, par exemple, des « raisons du dedans » qui font que les États-Unis n'ont pas une totale liberté de mouvement stratégique. Ce qu'ont révélé, sur ce sujet en tout cas, les palinodies de M. Obama.

Comme Pierre Brochand, j'ai vu un monde s'effondrer depuis quarante ans. Oswald Spengler avait annoncé ce phénomène qu'il appelait la « pseudomorphose » (on maintient la façade mais le mobilier a complètement changé). Les « façades » sont les institutions (la France, l'État, l'Ecole...) qui subsistent avec leur fronton, leur nomenclature. Mais derrière il y a autre chose.

Si je ne suis pas aussi pessimiste que vous, c'est pour une raison qu'illustre une petite métaphore : En 1930, un futuriste (un « futurologue », comme on disait déjà) pronostiquait qu'à force de se coincer dans des petites boîtes métalliques appelées automobiles, les citadins auraient bientôt des membres atrophiés et deviendraient des hommes-troncs. Or depuis que les citadins ne marchent plus, ils courent. C'est ce qu'on appelle « l'effet-*jogging* ». Et ils sont beaucoup plus musclés qu'avant. L'atrophie n'a pas eu lieu (voir les salles de gym et les parcs et jardins). Donc il y a parfois des « re-musculation » improvisées mais nécessaires.

L'ONG, vous l'avez très justement pointé, est l'idole occidentale. Volontariat et volatilité : tout ce que nous aimons ! Je viens puis je m'en vais, où je veux, quand je veux, si je veux. Il est normal que nous sacrifions quelque peu à cette mythologie humanitaire de l'ONG.

J'opposerai à cela que l'homme est un être d'institutions. Je ne pense pas qu'il puisse cesser de l'être... à moins qu'il ne cesse d'être humain. Je crois que les institutions renaîtront, sans doute pour des facteurs exogènes. Nietzsche disait que l'Europe se ferait « au bord du précipice ». Cela vaut aussi pour les pays. Ils se font ou se refont au bord du précipice.

Si nous ne pouvons pas programmer ni prévoir, il nous est tout de même permis de penser que la messe n'est pas dite.

PIERRE BROCHAND

L'individu n'a aucune envie que les institutions disparaissent. Il souhaite seulement les mettre à son service, les domestiquer.

REGIS DEBRAY

C'est le contraire ! Le propre de l'institution c'est qu'elle est indépendante de l'individu.

PIERRE BROCHAND

Justement ! Regardez notre école, regardez notre armée, regardez notre justice !

REGIS DEBRAY

Oui, ce sont des coquilles creuses.

PIERRE BROCHAND

Ce sont des institutions qui aujourd'hui sont au service de l'individu.

L'armée, qui n'est plus de conscription, qui a pour objectif « zéro mort » (comme vous l'avez si bien exprimé) et qui consacre au moins la moitié de ses efforts à son autoprotection, n'est plus l'armée qui, le 28 août 1914, a perdu 26 000 hommes.

L'école n'est plus centrée sur le maître qui diffuse un savoir mais sur l'élève dont il faut favoriser le libre épanouissement. C'est un renversement des valeurs.

La justice, je n'y reviens pas, vous avez tout dit, Monsieur le ministre.

On peut donc dire que l'institution fait partie de ces façades qui sont toujours là mais dont l'intérieur est bouleversé, au nom d'une logique – l'individualisme hypermoderne – radicalement différente de celle qui lui a donné naissance.

REGIS DEBRAY

« *Le pire n'est pas toujours sûr* »³⁴, disait Claudel.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci à nos deux intervenants et à Alain Dejammet, qui a eu l'heureuse initiative de ce colloque.

Merci à tous.

³⁴ « *Le pire n'est pas toujours sûr* », sous-titre de la pièce de théâtre : « *Le soulier de satin* » (Paul Claudel 1929)

TRAVAUX ET PUBLICATIONS (2004 – 2013)

RECHERCHE ET MONDIALISATION

Colloque du 20 septembre 2004

APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE DE L'EUROPE ET POLITIQUE DE GRAND VOISINAGE

Colloque du 14 décembre 2004

UNE ÉDUCATION CIVIQUE RÉPUBLICAINE AU XXI^e SIÈCLE

Colloque du 10 janvier 2005

ISLAM DE FRANCE : OÙ EN EST-ON ?

Colloque du 14 février 2005

PARIS- BERLIN – MOSCOU : UNE ÉMANCIPATION EUROPÉENNE

Colloque du 24 mai 2005

L'ONU EN 2005

Colloque du 6 juin 2005

FRANCE – ALLEMAGNE : QUEL PARTENARIAT POUR QUELLE EUROPE ?

Colloque du 7 septembre 2005

L'AVENIR DE L'EURO

Colloque du 28 septembre 2005

OÙ VA LA RUSSIE ?

Colloque du 11 octobre 2005

MONDIALISATION RÉGULÉE DES ÉCHANGES ET PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE

Table-ronde du 28 novembre 2005

LA RÉPUBLIQUE AU DÉFI DES BANLIEUES

Colloque du 9 janvier 2006

LE NUCLEAIRE ET LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Colloque du 24 janvier 2006

TURQUIE-MAGHREB : LES CONDITIONS DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE

Colloque du 21 février 2006

SOCIÉTÉ DU SAVOIR : LES CONDITIONS PRÉLIMINAIRES

Colloque du 4 avril 2006

FINANCES PUBLIQUES ET PÉRENNITÉ DE L'ÉTAT

Colloque du 24 avril 2006

L'AVENIR DU DOLLAR

Colloque du 12 juin 2006

L'AVENIR DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Colloque du 2006

L'AVENIR DE LA DISSUASION

Colloque du 10 juillet 2006

ENTREPRISES ET TERRITOIRES

Colloque du 25 septembre 2006

OÙ VA L'AFRIQUE ?

Colloque du 30 octobre 2006

LA SÉCURITÉ DU MOYEN-ORIENT ET LE JEU DES PUISSANCES

Colloque du 20 novembre 2006

OÙ VA LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?

Colloque du 4 décembre 2006

L'ALLEMAGNE ENTRE L'EUROPE ET LA MONDIALISATION

Colloque du 12 février 2007

LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE DU SYSTÈME MÉDIATICO-SONDAGIER

Colloque du 10 septembre 2007

**CRISES FINANCIÈRES A RÉPÉTITION :
QUELLES EXPLICATIONS ? QUELLES RÉPONSES ?**

Colloque du 17 octobre 2007

PEUT-ON SE RAPPROCHER D'UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL ?

Colloque du 5 novembre 2007

L'ASIE DU SUD-EST ENTRE SES GÉANTS

Colloque du 21 novembre 2007

**TERRITOIRES ET CLASSES SOCIALES EN FRANCE,
DANS LA MONDIALISATION**

Colloque du 14 janvier 2008

QUEL GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA ZONE EURO ?

Colloque du 18 février 2008

L'ALLEMAGNE AU SOMMET DE L'EUROPE ?

Colloque du 17 mars 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE ?

Colloque du 26 mai 2008

**QUELLE POLITIQUE AGRICOLE, AU DÉFI
DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?**

Table ronde du 9 juin 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE ?

Colloque du 16 juin 2008

L'ASIE VUE D'EUROPE

Colloque du 8 septembre 2008

PARADOXES DU CINÉMA FRANÇAIS

Colloque du 29 septembre 2008

QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ?

Colloque du 20 octobre 2008

L'AVENIR DES BALKANS

Colloque du 24 novembre 2008

L'ÉTAT FACE A LA CRISE

Colloque du 9 décembre 2008

L'ALLEMAGNE, LA CRISE, L'EUROPE

Colloque du 12 janvier 2009

L'EUROPE AU DÉFI DE LA CRISE

Colloque du 14 février 2009

SÉCURITÉ EUROPÉENNE : OTAN, OSCE, PACTE DE SÉCURITÉ

Colloque du 30 mars 2009

**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE
APRES L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA**

Rencontre du 7 avril 2009

CRISE DU LIBRE ÉCHANGE MONDIAL : COMMENT EN SORTIR ?

Colloque du 27 avril 2009

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA STABILITÉ DE L'EURO

Rencontre du 4 mai 2009

RÉFORME DES TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT

Colloque du 26 mai 2009

OÙ VA LE PAKISTAN ?

Colloque du 22 juin 2009

L'AVENIR DE LA GAUCHE ALLEMANDE

Table ronde du 29 juin 2009

MONDIALISATION ET INÉGALITÉS EN FRANCE

Colloque du 21 septembre 2009

**QUELLE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL
POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE**

Colloque du 19 octobre 2009

OÙ VA L'IRAN ?

Colloque du 23 novembre 2009

OÙ SONT PASSÉES LES COUCHES POPULAIRES ?

Table ronde du 30 novembre 2009

L'AMÉRIQUE LATINE EN MOUVEMENT

Colloque du 14 décembre 2009

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LES TENAILLES DU G2
Colloque du 18 janvier 2010

QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME CHINOIS ?
Colloque du 22 février 2010

LA FRANCE ET SES STRATÈGES
Séminaire du 22 mars 2010

STRATÉGIE DES GRANDS GROUPES ET POLITIQUE INDUSTRIELLE FRANÇAISE
Colloque du 12 avril 2010

**LA CONFERENCE D'EXAMEN DU TNP : BILAN ET PERSPECTIVES.
DESARMEMENT, NON-PROLIFÉRATION ET SÉCURITÉ DE LA FRANCE**
Colloque du 14 juin 2010

QUELLE UNIVERSITÉ FRANÇAISE POUR DEMAIN ?
Colloque du 13 septembre 2010

LES CHOIX DE L'ALLEMAGNE
Colloque du 18 octobre 2010

RADIOGRAPHIE ET PERSPECTIVES DE LA CRISE
Colloque du 13 décembre 2010

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA FRANCE EN MEDITERRANÉE ?
Colloque du 17 janvier 2011

ORGANISER ET PRENDRE EN CHARGE LA SANTÉ DES FRANCAIS
Colloque du 07 février 2011

RADIOGRAPHIE DES ENTREPRISES FRANÇAISES
Colloque du 04 avril 2011

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE ?

Colloque du 16 mai 2011

UN PRINTEMPS ARABE ?

Table ronde du 26 mai 2011

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU MIROIR DE SON CINÉMA

Colloque du 20 juin 2011

A DEMAIN LA RÉPUBLIQUE ?

Colloque du 10 octobre 2011

LA DIMENSION STRATÉGIQUE DE L'AGRICULTURE

Colloque du 7 novembre 2011

QUELLES SOLUTIONS POUR LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ?

Colloque du 14 novembre 2011

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

CCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **David Teurtrie**, docteur en géographie et spécialiste de la Russie, chercheur au Centre de recherches Europe Eurasie (CREE) de l'INALCO : « **BRIC : les paradoxes russes** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »
- **Jacques Fournier**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, Conseiller d'Etat honoraire : « **A propos de la dépense publique** »
- **Kevin Limonier**, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII), enseignant à l'Université russe d'Etat de sciences humaines (RGGU) : « **Les chemins douloureux d'une économie russe de l'innovation** »
- **Daniel Bloch**, ancien président d'Universités, ancien recteur d'Académie, ancien directeur des Enseignements supérieurs : « **Deux défis pour l'éducation nationale** »
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Une approche républicaine du dialogue social** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- « **L'Europe prise en étau entre les Etats-Unis et la Chine** », note de lecture de l'ouvrage « *La Chine contre l'Amérique – Le duel du siècle* » d'Alain Frachon et Daniel Vernet (Grasset, octobre 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Ces pays « émergents » qui bouleversent le monde** », note de lecture de l'ouvrage de **Sylvia Delannoy** : « *Géopolitique des pays émergents – Ils changent le monde* » (puf : mars 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La réindustrialisation de la France passe par un changement de paradigme** », note de lecture de l'ouvrage de **Gabriel Colletis**, « *L'Urgence industrielle !* » (Le Bord de l'eau : février 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achevé
d'imprimer
en mars 2013